

3<sup>E</sup> ÉDITION DU CONCOURS RELIGIEUX ET HISTORIQUE À ALGER :  
**100 élèves récitants du Coran, du Hadith  
et de l'histoire de la Révolution distingués**

P. 24

# DK NEWS

**Iftar : 20h10**  
**Imsak : 03h26**

**MÉTÉO**



Alger	: 27°	17°
Oran	: 26°	17°
Annaba	: 33°	18°
Béjaïa	: 33°	18°
Tamanrasset	: 44°	31°

**QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION**

Vendredi 8 - Samedi 9 juin 2018 - 23/24 Ramadhan - N° 1934 - 5<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

[www.dknews-dz.com](http://www.dknews-dz.com)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE AFRIQUE-  
PAYS NORDIQUES

**Messahel souligne l'engagement  
de l'Algérie en faveur de la paix  
et de la sécurité en Afrique et au-delà**

P. 6

ALGÉRIE - PORTUGAL

**M. Hamel visite  
plusieurs services  
relevant de la police  
portugaise**

P. 6

ALGÉRIE - ROYAUME-UNI

**Tenue à Alger de la 8<sup>e</sup> session  
du dialogue stratégique bilatéral  
algéro-britannique sur  
les questions de sécurité**

P. 6

## LE PREMIER MINISTRE, AHMED OUYAHIA L'A AFFIRMÉ JEUDI : « **Prise de mesures anticipées pour assurer la sécurité socio-économique du pays** »

Le Premier Ministre, Ahmed Ouyahia a affirmé jeudi que le gouvernement "va de l'avant dans sa démarche pour la prise de mesures anticipées afin d'assurer la sécurité socio-économique du pays". Lors d'une séance plénière du Conseil de la Nation, consacrée aux questions orales et présidée par Abdelkader Bensalah, président de cette instance, M. Ouyahia a indiqué, en réponse à la question du sénateur Mahmoud Kissari, sur les mesures prises par le gouvernement pour créer des centres d'études stratégiques, que "le gouvernement va de l'avant dans sa démarche pour la prise de mesures anticipées et la mise en action de dispositifs et de mécanismes à même de garantir la sécurité socio-économique du pays".

P. 3



**ANP**

**Gaïd Salah souligne à Blida  
l'intérêt que porte le Haut  
commandement à l'optimisation  
du corps de bataille de l'ANP**

P. 4

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE,  
MUSTAPHA GUITOUNI :

**« La loi sur les  
hydrocarbures modifiée  
sera prête en janvier  
ou février 2019 »**

P. 5

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
ABDELKADER BOUZZAGUI,  
L'A DÉCLARÉ, JEUDI À IN-SALAH  
**« Poursuivre les efforts  
pour accroître la production  
en tant que choix stratégique »**

P. 4

**SANTÉ**

**ALZHEIMER :  
De nouveaux  
marqueurs  
en cause**

P.p 12-13

**FOOTBALL**

LIGUE 1 MOBILIS DE  
FOOTBALL/ MC ALGER :  
**Reprise des  
entraînements vendredi  
à Aïn-Benian, Morseli  
4<sup>e</sup> recrue estivale**

P. 22

RAMADHAN -  
MOSQUÉES - SOLIDARITÉ  
**Vers la distribution de  
3.000 tenues aux  
familles démunies à  
l'occasion de l'Aïd El  
Fitr à travers  
les mosquées d'Alger**

P. 24

**MDN**

LUTTE CONTRE  
LA CONTREBANDE  
**Plus de 5 tonnes  
de denrées  
alimentaires  
et 17 kg de kif  
traité saisis  
au Sud  
du pays**

P. 24

## LES 27 ET 28 JUIN À ALGER Sommet international des «Villes intelligentes»

Plus de 4000 participants nationaux et internationaux activant dans les domaines des technologies modernes et des startups ainsi que des leaders dans l'investissement des villes intelligentes, prendront part les 27 et 28 juin à Alger, à un sommet international des villes intelligentes «Smart cities».



## SOLIDARITÉ M<sup>me</sup> Eddalia demain à Tipasa

Le ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, M<sup>me</sup> Ghania Eddalia, effectuera demain dimanche 10 juin, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tipasa. Au cours de cette visite, la ministre se rendra au Centre national d'accueil des femmes et des jeunes filles victimes de violence et en situation de détresse de Bousmail.



## TAJ Conférence sur «La numérisation et la gouvernance»

Le président du parti de TAJ, le Dr Amar Ghoul, présidera ce matin à partir de 10h30, au siège national du parti sis à Dely Ibrahim (Alger), une conférence sur «La numérisation et son rôle dans la gouvernance». La rencontre se déroulera en présence d'experts et d'académiciens.

## DEMAIN À L'HÔTEL EL-AURASSI Signature d'une convention entre les ministères du Tourisme et de l'Agriculture



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Abdelkader Benmessaoud, et le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazghi,

procéderont demain dimanche 10 juin à partir de 21h30 à l'hôtel El Aurassi, à la signature d'une convention cadre pour la valorisation du patrimoine écologique et agricole.

## RESSOURCES EN EAU Necib à Médéa

Le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, effectuera aujourd'hui une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Médéa. Au cours de cette visite, le ministre inspectera plusieurs projets et infrastructures relevant de son secteur.



## MOUDJAHIDINE Zitouni demain à Boumerdès



Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, effectuera demain, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Boumerdès.

## ESPLANADE DES ARTISTES Récital chaâbi

Dans le cadre du programme «Les nuits du chaâbi», l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise ce soir à partir de 22h30 au niveau de l'Esplanade des artistes (La Pêcherie), une soirée chaâbi animée par Fayçal Hadroug.



## Météo



	Max	Min
Alger	27°	17°
Oran	26°	17°
Annaba	35°	17°
Béjaïa	33°	18°
Tamanrasset	44°	31°

## DEMAIN AU THÉÂTRE DES SABLETTES Soirée de variétés algéroise

La chanteuse, Hassiba Abderraouf, animera une soirée de variétés algéroise, demain dimanche 10 juin à partir de 22h30, au Théâtre de la promenade des



## ▶ LUNDI AU CENTRE CULTUREL BACHIR MENTOURI Rencontre avec Aouaouache Bensaïd

L'Espace des activités culturelles Bachir-Mentouri, abrite lundi 11 juin à partir de 22h, une rencontre avec Aouaouache Bensaïd autour «Des habitudes et traditions de l'algérois pendant le mois de ramadhan et les préparatifs pour l'Aïd».

## ▶ DEMAIN À BLIDA Finale du championnat régional de futsal inter-service de police

La salle omnisport Hocine Chaâlane du Complexe olympique Mustapha Tchaker, abritera demain dimanche 10 juin à partir de 22h, la Finale du championnat régional de futsal inter-service de police devant opposer l'équipe de la sous-direction du recrutement et de la sélection et celle du service de protection et de sécurité.



## LE 21 JUIN AU CENTRE FAMILIAL DE BEN AKNOUN Rencontre médecins prescripteurs exerçant dans la wilaya d'Alger/médecins conseils de la CNAS



Sous le patronage du ministère du Travail, de l'emploi et de la Sécurité Sociale, la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), en collaboration avec le conseil national de l'ordre des médecins (CNOM), organise jeudi 21 juin au niveau du centre familial de Ben Aknoun, la 1<sup>ère</sup> rencontre médecins prescripteurs exerçant au niveau de la wilaya d'Alger et médecins conseil de la CNAS.

## ▶ SOIRÉES DU RAMADHAN À MASCARA : Les "gâadate" conviviales chez Ammi Farid

Pour Ammi Farid, la bonté et la générosité ne sont pas de vains mots mais des qualités réelles qui trouvent tout leur sens particulièrement durant le mois de ramadhan, dans la pure tradition des Mascaréens "pure souche".

Comme en chaque ramadhan, ce septuagénaire, résidant boulevard Benaddou, au centre-ville de Mascara, dresse une table pour offrir du thé à la menthe à ses voisins du quartier et aux fidèles, à leur sortie de l'antique mosquée du Bey Mohamed El Kébir, après avoir accompli les prières d'El Icha et des tarawih.

Depuis cinq ans, Ammi Farid, retraité, accomplit le même rituel, aidé très souvent par des voisins. Il reçoit chaque soir, entre 70 et 100 personnes qui viennent savourer un thé et parfois du couscous aux raisins secs à l'approche du moment du "S'hour".



**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, NOUREDDINE BEDOUI L'A AFFIRMÉ :**

## Les cas d'agression contre les agents de police dans l'exercice de leurs fonctions "quasi inexistant"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui a affirmé, jeudi à Alger que les cas d'agression contre les agents de police dans l'exercice de leurs fonctions sont "quasi inexistant", précisant que les cas enregistrés sont "des cas d'agression verbale".

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, M.

Bedoui a indiqué que "les cas d'agression contre les agents de police sont quasi inexistant et ne constituent pas un phénomène ou une préoccupation", faisant état de quelques cas d'agression verbale, notamment lors de l'exercice des missions de maintien de l'ordre".

En réponse à la question d'un membre du Conseil relative à la mise en place de mécanismes de protection des agents de police lors de l'exercice de leurs fonctions, le ministre a assuré que les agents de police disposent de toutes les garanties et exercent pleinement leurs fonctions", affirmant que les auteurs d'agression contre un agent de police sont poursuivis en justice".

Il a rappelé, à ce propos, que les lois de la République et les dispositions réglementaires en vigueur "réunissent les garanties nécessaires pour l'accomplissement des missions des agents de police et les mécanismes leur permettant de se défendre et de défendre les autres le cas échéant", soulignant que "l'utilisation de la force et des moyens de contraintes ne peuvent avoir lieu qu'en cas de nécessité, notamment en cas d'autodéfense ou de défense de tiers et dans la limite des exigences de l'accomplissement du devoir professionnel en observant les règles du port et d'utilisation d'armes".

Le ministre a expliqué, à ce propos, que les agents de sécurité doivent, avant le recours à la force et aux moyens de contrainte "privilégier le dialogue et épuiser les moyens le moins répressifs ainsi que stipulé par la Charte d'éthique de la Police de décembre dernier, qualifiant cette dernière de pas qualitatif et d'avancée dans la promotion du rôle de l'agent de police, qui jouit d'une place respectueuse auprès des citoyens.

M. Bedoui a fait savoir que la DGSN, "consciente du danger qui guette les agents de police lors dans l'exercice de leurs missions, a élaboré des plans sécuritaires en adéquation avec le développement de la criminalité et son modus opérandi afin d'assurer une couverture sécuritaire aux agents de police".

Le ministre a fait état, en fin d'un plan d'action à même de préserver la sécurité et l'intégrité des agents de police et de développer tous les aspects de leurs compétences, y compris l'esprit de combat, citant, dans ce sens, la création de brigades spécialisées de haut niveau d'entraînement renforcées par des outils utilisés dans les pays développés.

APS

## LE PREMIER MINISTRE, AHMED OUYAHIA L'A AFFIRMÉ JEUDI: «Prise de mesures anticipées pour assurer la sécurité socio-économique du pays»

Le Premier Ministre, Ahmed Ouyahia a affirmé jeudi que le gouvernement "va de l'avant dans sa démarche pour la prise de mesures anticipées afin d'assurer la sécurité socio-économique du pays".

Lors d'une séance plénière du Conseil de la Nation, consacrée aux questions orales et présidée par Abdelkader Bensalah, président de cette instance, M. Ouyahia a indiqué, en réponse à la question du sénateur Mahmoud Kissari, sur les mesures prises par le gouvernement pour créer des centres d'études stratégiques, que "le gouvernement va de l'avant dans sa démarche pour la prise de mesures anticipées et la mise en action de dispositifs et de mécanismes à même de garantir la sécurité socio-économique du pays".

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre "d'une démarche intégrée et cohérente qui veille à l'implication de toutes les parties concernées dans l'élaboration d'études analytiques et de recherches stratégiques et prospectives, au service du processus de développement national durable et de l'intérêt suprême du pays", a estimé M. Ouyahia.

"Les changements et les développements internationaux et nationaux dans les différents domaines, notamment sur le plan économique, ont souligné le besoin de procéder à des études prospectives, afin d'éclairer les centres de prise de décision", a précisé M. Ouyahia qui a dit que cela a "incité les pouvoirs publics à œuvrer à la réunion de toutes les conditions nécessaires à leur réalisation".

Dans ce cadre, le Premier ministre a indiqué que les pouvoirs publics s'étaient attelés depuis 1984, à l'institution d'un dispositif de veille, appelé "Institut national d'études de stratégie globale (INESG)", chargé de l'observation de toutes les orientations socio-économique, financière, technologique et culturelle, pour leur permettre d'approfondir et de peaufiner leur vision générale du processus de développement national et d'être au diapason des évolutions afin de préserver l'intérêt suprême du pays".

Créé par décret n°84-392, l'INESG est une institution à caractère scientifique jouissant d'une personnalité morale et de l'autonomie financière, placée sous la tutelle du président de

la République".

Aussi, cet organisme tend "à identifier les facteurs et les mutations qui impactent la vie politique, économique, sociale et culturelle, pour les analyser, en coordination et en concertation avec les différents secteurs et instances concernées".

L'institut a pour mission d'effectuer des études prospectives sur la société algérienne et son évolution, outre une évaluation globale du développement national, tout en réalisant des études et des recherches à même de contribuer au développement de l'environnement national et à la promotion des relations internationales, à travers l'actualisation de la stratégie nationale globale en matière de développement et des politiques adoptées par les différents partenaires de l'Algérie et l'évaluation de leurs résultats aux niveaux sécuritaire et économique du pays".

L'institut a pour rôle également "d'engager une réflexion dans le domaine des relations internationales et les questions de défense et de sécurité en ce qui concerne leur évolution et leur implication sur la politique nationale et internationale de l'Algérie".

Les missions de cet Institut sont intégrées "dans une démarche globale destinée à déterminer les différentes possibilités ou moyens d'action permettant d'anticiper et de faire face aux événements.

Et partant, impulser toute initiative visant à sauvegarder et renforcer l'intérêt national", a affirmé M. Ouyahia.

Il existe, selon le Premier ministre, plusieurs autres structures au niveau des différents départements ministériels, chargés de la mission de prospection et d'anticipation dans des domaines précis, à l'instar de la Direction



générale de la prospection et des études au niveau du ministère des Affaires étrangères, chargée du développement des activités de recherche et de développement prospectif, et des évaluations favorisant la prise de décisions concernant les questions internationales d'actualité.

Ces missions consistent aussi à promouvoir la coopération avec les instances et institutions internationales, avec l'élaboration d'une stratégie et programmes de travail pour la diplomatie algérienne.

Parmi ces structures également la Direction générale de la prévision et des politiques relevant du ministère des Finances, chargée d'élaborer les prévisions de macroéconomie et une évaluation des politiques budgétaires et fiscales du pays.

Il s'agit aussi de la Direction générale de l'économie numérique relevant du ministère de la Poste, des télécommunications, de la technologie et du numérique qui veille à l'élaboration "d'une politique nationale de promotion de l'économie numérique et des nouvelles technologies" et de la Direction du développement et de la prospection au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique en charge des études prospectives visant à promouvoir les activités du secteur.

## Bedoui : 7 APC seulement en situation de blocage à cause de désaccords entre les membres

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui a révélé, jeudi à Alger que seulement sept Assemblées populaires communales (APC) sont encore en situation de blocage à cause de "désaccords entre leurs membres".

En réponse la question d'un sénateur sur les cas de blocage de certaines Assemblées populaires communales issues des élections locales du novembre dernier, le ministre a précisé que "ces cas ne dépassent pas le taux de 2,2%, soit 34 sur 1.541 APC dont 7 connaissent une paralysie de la plupart de leurs activités et le recours à des instances de délibération". Rappelant que toutes

les APC, sans exception, avaient été installées après l'annonce des résultats définitifs des élections, M. Bedoui a fait savoir que "35 communes n'ont pas encore installé les commissions prévues par le nouveau Code communal de 2016 à cause des désaccords entre les membres de la majorité et le président".

Mise à part les sept APC qui connaissent une paralysie, les problèmes des 28 autres Assemblées n'ont pas impacté le déroulement normal des leurs activités et la pris en charge des préoccupations des citoyens car les autorités locales ont mis en œuvre les dispositions du pouvoir de substitution du wali prévues par le Code communal, a-t-il précisé.

Ces dispositions stipulent que "le wali peut prendre, pour tout ou partie des communes de la wilaya, lorsqu'il n'y aurait pas été pourvu par les autorités communales, toutes mesures relatives au maintien de la sécurité, de la salubrité et de la tranquillité publiques et à la continuité du service public notamment la prise en charge des opérations électorales, le service national et l'état civil".

"Toutes les mesures légales ont été prises pour garantir le fonctionnement normal des services de la commune et des services publics y relevant pour en servir le citoyen et ce en mandatant leur gestion selon le cas, soit au chef de la daïra, le secrétaire général

de la commune ou l'attaché administratif", a fait savoir M. Bedoui. En parallèle, poursuit-il, "les autorités locales poursuivent avec l'aide de tous les acteurs locaux, leurs efforts en vue de parvenir à un consensus pour le règlement des différends, rapprocher les vues et faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts personnels". Malgré le faible nombre des APC qui n'ont pas encore installé leurs commissions, nous travaillons inlassablement à lever les obstacles qui empêchent leur installation", a indiqué M. Bedoui qui a appelé, à cette occasion, "les députés, les élus locaux et les partenaires politiques à exhorter les concernés à surmonter leurs différends".

## CÉRÉALICULTURE : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE, ABDELKADER BOUZZAGUI, L'A DÉCLARÉ, JEUDI À IN-SALAH

### «Poursuivre les efforts pour accroître la production en tant que choix stratégique»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouzzagui, a mis l'accent, jeudi à In-Salah (750 km Nord de Tamanrasset), sur le choix stratégique de la céréaliculture, assurant que les efforts se poursuivent pour accroître la production céréalière.

"La céréaliculture est un choix stratégique adopté par l'Algérie et que les efforts se poursuivent pour augmenter la production et améliorer la qualité du produit par l'exploitation de tous les moyens disponibles", a affirmé le ministre lors de la supervision de la campagne moisson-battage au niveau de l'exploitation agricole "Mahmoudi Fethi", dans la commune de Foggaret-Ezzoua.

Bouzzagui a indiqué, à cet égard, que "l'Etat s'emploie, sur instruction du Président de la République Abdelaziz Bouteflika, à assurer l'accompagnement de toute initiative des jeunes, à l'échelle nationale et notamment au Sud du pays, dans le domaine agricole, principalement dans le développement de la filière céréalière".

Pour le ministre, la région du Tidikelt (In-Salah) dispose de toutes les potentialités pour le développement de la céréaliculture, un sol fertile et une eau abondante, en plus du soutien assuré par l'Etat pour accompagner les agriculteurs, notamment au Sud, estimant que "cette région sera, avec le concours des différents acteurs, un pôle agricole par excellence, à l'instar d'autres pôles dans le pays".

M. Abdelkader Bouzzagui a, par la même occasion, exhorté les jeunes bénéficiaires de terres agricoles à s'armer de volonté et à s'inspirer de l'expérience réussie de cette exploitation agricole, soulignant la diversité des opportunités d'investissement à leur portée.

Occupant une superficie de 100 ha, l'exploitation agricole "Mahmoudi Fethi", entrée en service en 2015, est spécialisée dans la production céréalière, le blé dur notamment, avec un rendement prévisionnel cette année de 55 quintaux à l'hectare.

Cette entité s'est vue accorder toutes formes de soutien préconisé pour les investisseurs agricoles dans les régions sahariennes, dont l'électrification, la réalisation de forages profonds, le soutien en matériels, semences et intrants agricoles.

## LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES Sceaux, TAYEB LOUH, L'A DÉCLARÉ, JEUDI À MÉDÉA : «Les structures judiciaires mandatées pour le recouvrement des amendes non perçues depuis des années»

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Tayeb Louh, a déclaré, jeudi à Médéa, que les structures judiciaires spécialisées ont été mandatées par décision du gouvernement à procéder au recouvrement des amendes et des frais de justice, dont le montant est estimé à sept mille milliards de Dinars, non perçues par les services des impôts depuis plusieurs années.

"Les structures judiciaires spécialisées seront chargées, désormais, de la perception et du recouvrement des anciennes amendes financières prononcées par voie de justice et divers autres frais de justice, datant d'une dizaine d'années ou plus, qui n'ont pas été récupérés par les services des impôts, dans le but de le reverser dans le trésor public", a

indiqué le ministre, en marge de l'inauguration du nouveau tribunal de Ksar-el-Boukhari, au sud de Médéa.

"La décision de confier les opérations de recouvrement de cette colossale somme d'argent, qui échappe au trésor public, a été décidée par le gouvernement en appui à une mesure similaire, entrée en vigueur en octobre 2017, qui a vu le transfert des opérations de recouvrement des services des finances vers ceux de la justice", a expliqué Tayeb Louh, ajoutant qu'un décret est en préparation afin de permettre une meilleure maîtrise de l'opération.

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux qui s'était rendu successivement à Berrouaghia et à Médéa pour s'enquérir de l'état d'avancement

ANP

## Gaïd Salah souligne à Blida l'intérêt que porte le Haut commandement à l'optimisation du corps de bataille de l'ANP

Le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a souligné jeudi à Blida l'intérêt "permanent" que porte le Haut commandement à "l'optimisation incessante" du corps de bataille de l'ANP.

Le Chef d'état major de l'ANP qui présidait, au 2ème jour de sa visite dans la 1ère Région militaire, une réunion de travail en présence des commandants de Secteurs, des commandants d'Unités et des responsables des Services de Sécurité, a prononcé une allocution dans laquelle il a réitéré l'"intérêt permanent et indéfectible que porte le Haut commandement à l'optimisation incessante des potentiels du corps de bataille de l'ANP et à la garantie des facteurs permettant le rehaussement de son état-prêt opérationnel", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"L'objectif étant d'assurer une meilleure performance opérationnelle et de combat au profit de toutes ses formations et ses composantes, et ce, au service de l'Algérie et pour la sauvegarde de sa souveraineté, son indépendance, sa sécurité et sa stabilité", précise le Chef d'état major de l'ANP.

"L'indice phare des bilans des actions positives est le rendement sur le terrain qui n'est mesuré que par les résultats effectifs atteints.

Ces résultats constituent, en fait, la norme objective avec laquelle on peut juger la qualité du niveau, voire la supériorité de l'ambition permanente à concrétiser de meilleurs résultats permettant à notre Armée d'être à la hauteur de la noblesse et la grandeur des missions assignées", a déclaré le Général de Corps d'Armée.

"Nous sommes convaincus que les sentiments patriotiques et purs envers la Patrie, représentent les fondements et les principes élé-



mentaires de la citoyenneté dans sa définition profonde et globale.

Cette définition qui a inéluctablement besoin d'être concrétisée sur le terrain, car le travail positif, dévoué et concret au service de la patrie constitue l'indice incontestable de la parfaite appartenance", a-t-il souligné.

"De cette optique que s'avère le principe du travail sur le terrain, que nous adoptons au sein de l'ANP et qui ancre davantage les sentiments de patriotisme dans les cœurs de ses éléments en consacrant cette valeur juste et constante: chaque étape franchie au profit de notre Armée et notre Patrie est la concrétisation du principe affirmant qu'il n'y a point de dignité autre que celle de l'Algérie, et que la fierté de ses fils ne peut être autre que celle de la Nation", a-t-il ajouté.

Pour le Général de Corps d'Armée, les signes les plus illustratifs de la fierté nationale et de l'omnipotence de la patrie sont "ce sentiment pur et spontané qui anime les éléments de l'ANP lorsqu'ils parcourent le grand Sahara de l'Algérie et son grand Sud en défendant ses frontières".

Un sentiment qui s'accroît davantage, a-t-il estimé, quand ils "ressuscitent les haut-faits de leur glorieuse histoire nationale".

"Cette histoire dont témoignent les positions fermes, courageuses et de principe de la Révolution de novembre bénie et appuyée par tout le peuple algérien, contre les plans colonialistes.

Notre Révolution qui a été prête, en dépit des sacrifices et divers obstacles, à durer encore un siècle pour le recouvrement d'une seule parcelle de la terre d'Algérie", a souligné M. Gaïd Salah.

Le Général de Corps d'Armée a, par la suite, suivi un exposé présenté par le Chef d'état-Major de la Région portant sur les différents volets ayant trait à la situation sécuritaire prévalant dans le secteur de compétence.

Il a également suivi des présentations données par les chefs des Secteurs opérationnels et les responsables des différents services de sécurité, avant qu'il ne donne

un ensemble de recommandations et d'orientations, exhortant l'ensemble à leur bonne exécution, au service de l'ANP, et à la préservation de son état-prêt permanent, précise le communiqué du MDN.

A noter que le Général de Corps d'Armée avait suivi, mercredi, au niveau du siège de la 12ème Division d'Infanterie Mécanisée, un exposé global sur cette grande unité et les missions qui lui sont dévolues, présenté par son Commandant, pour suivre ensuite, lors d'une diffusion en direct depuis le champ de tirs et de manœuvres, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles, exécuté par une unité relevant de la Division, dans le cadre de la continuité de l'exécution du programme de l'année de préparation au combat 2017-2018.

M. Gaïd Salah a tenu à féliciter l'ensemble des éléments ayant participé à la préparation et l'exécution de cet exercice, valorisant les efforts continus consentis sur le terrain par les personnels pour maintenir l'état-prêt opérationnel des unités aux plus hauts niveaux.

"Sans nul doute, cette performance opérationnelle et de combat mise en exergue à travers cet exercice, traduit parfaitement les niveaux de préparation des cadres et des troupes et reflète le degré de la disponibilité des compétences et des savoir-faire de qualité chez les Etats-Majors notamment en matière d'assimilation des décisions et des ordres de combat en plus la bonne maîtrise par les équipages des engins et des armes mis à la disposition des éléments", a-t-il dit. "Ceci démontre clairement la parfaite harmonie entre les différentes composantes de cette grande unité de combat et la capacité à accomplir avec succès les diverses missions assignées", a-t-il ajouté, estimant que les exercices de la fin d'année constituent "le véritable indice pour mesurer le degré d'assimilation des personnels de différentes catégories des connaissances, des savoirs et des sciences militaires et c'est juste là que réside le développement de qualité escompté".

## Bouazghi : Ouverture prochaine d'une antenne de la CCLS et d'une Direction régionale de la BADR à In-Salah

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a annoncé, jeudi à In-Salah (Tamanrasset), l'ouverture prochaine d'une antenne de la Coopérative des céréales et légumineuses secs (CCLS) et d'une direction régionale de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR).

S'exprimant lors de sa visite de travail dans la wilaya déléguée, dans le cadre du renforcement des efforts pour l'accompagnement des agriculteurs de la région, le ministre a fait part de l'ouverture projetée d'une antenne de la CCLS à In-Salah, en prévision de la préparation de la prochaine campagne labours-semailles, en plus de la prise des mesures nécessaires pour l'ouverture d'une direction régionale de BADR pour appuyer les efforts d'accompagnement et de soutien des fellahs de la région.

Sur un autre registre, M. Bouazghi a rassuré concernant l'approvisionnement en lait, affirmant de "la disponibilité de ce produit alimentaire en quantités suffisantes sur le marché national, grâce aux mesures prises dans ce sens par le Gouvernement".

Dans le cadre de sa tournée de travail, le ministre a inspecté, dans la commune d'In-Ghar, l'exploitation agricole "Benmessaoud Salah", cultivant sur 2 hectares divers produits agricoles.

Sur site, il a reçu une présentation sur la situation de l'agriculture dans la wilaya de Tamanrasset, qui totalise une superficie agricole de 881.464 ha, dont 2% seulement exploités, dans divers segments agricoles, dont la phéniciculture, la céréaliculture, l'oléiculture et les cultures maraichères.

Le programme de développement retenu pour le secteur de l'agriculture dans cette wilaya fait état d'une projection de plusieurs opérations consistant en des forages d'irrigation agricole, d'un linéaire total de 800 mètres dans les communes d'Idelès et Tazrouk, la réalisation de 120 km d'électrification agricole, l'acquisition de pompes hydrauliques, la réalisation d'un réseau d'irrigation agricole sur 350 ha dans le Tidikelt, la mise en place de 400 serres pour la plasticulture (150 dans le Tidikelt), et la réhabilitation de 12 forages profonds dans la même région.

La région du Tidikelt (In-Salah) totalise, à elle seule, une superficie agricole de plus de 12.000 ha, répartie entre les communes d'In-Ghar, In-Salah et Foggaret-Ezzoua, et consistant en d'anciennes palmeraies et des exploitations agricoles nouvellement créées.

M. Abdelkader Bouazghi a appelé à l'exploitation optimale de ces importantes superficies, avant de suivre, sur site, un bilan des réalisations du Commissariat au développement de l'agriculture en régions sahariennes (CDARS) dans la région.

Celles-ci ont porté sur la concrétisation, au profit de 72 agriculteurs, d'une série d'opérations sur une superficie de 114 ha consistant en des forages d'irrigation, l'électrification, le développement de la culture oasienne et du patrimoine phénicicole.

Le ministre a, à ce titre, appelé à une stratégie en matière de mise en valeur des terres agricoles, avant de mettre l'accent sur l'accompagnement complet des agriculteurs de la région, à la faveur, a-t-il dit, de la mise à la disposition de la direction déléguée des services agricoles d'In-Salah des moyens et matériels nécessaires pour atteindre les objectifs tracés.

En réponse aux doléances soulevées par des agriculteurs du Tidikelt, afférentes notamment à la commercialisation des produits agricoles, le ministre de l'Agriculture a appelé les fellahs à se structurer en coopératives pour trouver les solutions adéquates à leurs préoccupations.

Le ministre a visité, par ailleurs, l'exploitation agricole "Azaoui Mohamed", dans le périmètre "Djafou", spécialisée dans la phéniciculture et les maraichages, sur une superficie de 15 ha totalement exploitées.

Il s'est enquis aussi du projet d'une chambre froide (4.000 m<sup>3</sup>), réalisé sur une superficie de 3 ha pour un investissement de 488 millions DA, avant d'appeler à hâter le parachèvement, au plus tard en décembre prochain, de cet important projet pour le stockage des récoltes agricoles de la région.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a, au terme de sa visite de travail, assisté à une opération d'ensemencement d'alevins de poissons d'eau douce dans la zone d'El-Maleh, où il a écouté un exposé sur les activités aquacoles dans la région d'In-Salah.

APS

## LE MINISTRE DE L'ENERGIE, MUSTAPHA GUITOUNI: «La loi sur les hydrocarbures modifiée sera prête en janvier ou février 2019»

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a affirmé jeudi que la loi sur les hydrocarbures dans sa version modifiée, en cours d'élaboration, sera fin prête en janvier ou février prochains, précisant que cette loi requiert une étude approfondie en ce sens où elle "concerne l'avenir du pays".

Lors d'une plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que "cette révision est indispensable car cette loi n'est plus attractive pour les opérateurs et investisseurs algériens", ajoutant que tous les pays producteurs ont adapté leurs lois qui ont été reformulées en adéquation avec les changements que connaissent les cours du pétrole marqués par une baisse ces dernières années.

"Il est n'est plus possible de continuer à travailler avec une loi appliquée lorsque le prix du baril était à 140 USD alors qu'il est actuellement de 30 dollars, nous ne pouvons restés comme ça figés", a déclaré le ministre.

Le ministre a fait état, dans ce sens, de l'infériorité de 5 à 6 appels d'offres internationaux, estimant que cette loi "manque d'attractivité".

Rappelant que le secteur travaille avec les partenaires étrangers dans le cadre d'une relation "gagnant-gagnant", le ministre de l'Energie a déclaré: "nous ne céderons pas nos droits". A une question

sur l'octroi de l'étude technique relative à la nouvelle loi sur les hydrocarbures à un bureau étranger (américain), le ministre a précisé que "l'octroi de l'étude à un bureau américain ne veut pas dire qu'il n'y a pas de compétences en Algérie".

Cependant, "il est inconcevable que le pays se mette dans une situation d'isolement, car de telles lois requièrent une expérience nationale et étrangère", a-t-il ajouté. M. Guitouni considère que la nationalité du bureau d'étude n'était pas importante. L'essentiel est de parvenir à formuler des lois qui soient bénéfiques pour le pays, à attirer les investisseurs et à préserver les stocks nationaux. "Le plus important est que le secteur bouge, d'autant plus que les investisseurs ont de nouveau confiance en l'Algérie", a soutenu le premier responsable du secteur.

Pour lui, il est essentiel d'œuvrer actuellement à l'attrait des investisseurs en égard à la diversité des offres et de la concurrence au niveau du marché internatio-

nal. "Le prix du pétrole change chaque heure et l'investisseur doit trouver un intérêt pour accepter de travailler avec nous. C'est pour cela que Sonatrach a entamé sa restructuration. Si nous n'accordons pas des garanties suffisantes aux investisseurs, ils n'accepteront pas de venir", a-t-il expliqué.

Cette demande est en cours d'examen et de négociations avec les sociétés étrangères, et chaque partie défendra ses droits, a-t-il ajouté précisant que la loi qui s'applique au petit bassin ne peut pas s'appliquer au grand bassin au vu de leur rendement et les propositions présentées portent sur le partage de la production à raison de 66%/34% ou 60%/40%, mais elle sont toujours au stade de la négociation. S'agissant de la règle 49/51 appliquée sur les investissements étrangers contenue dans la loi sur l'investissement en Algérie, le ministre a indiqué que cette règle restera de mise et "notre travail sera dans le cadre de celle-ci".

### Des négociations en cours sur les accords du partage de la production

Concernant la demande formulée par des sociétés étrangères, dans le cadre des consultations en cours pour l'élaboration de la loi amendée sur les hydrocarbures, pour un retour au travail avec des contrats du partage de la production, le ministre a indiqué qu'il n'est pas pertinent de travailler avec une loi qui "muselle" le secteur, d'où la nécessité pour cette loi de s'adapter avec toutes les problématiques posées.



## ARMÉE

### Consciente de l'ampleur des défis actuels et futurs, l'ANP s'attache à développer et à consolider ses capacités défensives (Revue El-Djeich)

L'Armée nationale populaire (ANP), consciente de l'ampleur des défis actuels et futurs, s'attache à développer et à consolider ses capacités défensives et à édifier une armée moderne, indique la Revue El-Djeich dans son numéro de juin. "De par le fait que le monde contemporain est caractérisé par une situation d'instabilité et de bouleversements, et consciente de l'ampleur des défis actuels et futurs nécessitant pour l'Etat de disposer d'un système de défense puissant et au diapason des exigences de l'heure, l'ANP s'attache à développer et à consolider ses capacités défensives et à édifier une armée moderne", affirme la publication. "De même, et conscient qu'être à la page des évolutions que connaissent différentes armées du monde, exige en premier lieu la disponibilité d'une ressource humaine compétente et qualifiée ainsi que des équipements efficaces et développés, le Haut commandement de l'ANP a donné la priorité à l'instruction et à la préparation au combat à travers les programmes et activités planifiés annuellement", ajoute El-Djeich. La publication précise que ces programmes "visent à rehausser le niveau d'aptitude au combat des éléments et la qualification des formations, ainsi que leur aptitude à mener la bataille avec efficacité, outre la préservation de la disponibilité permanente du matériel, la maintenance des armements, l'enracinement du sentiment patriotique des éléments et des valeurs de sacrifice, d'abnégation et de fidélité à la Patrie dans le but d'atteindre le niveau de rendement requis, en toutes circonstances et dans toutes les situations", indiquant que ce rendement "n'aura de cesse de croître du fait du sentiment national qui anime la composante humaine de nos forces armées, toutes catégories et niveaux confondus". A ce titre, la revue

rappelle les visites d'inspection successives effectuées par le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général du corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, dans les différentes Régions militaires durant le mois de Ramadhan et qui "traduisent l'intérêt et la détermination de notre Commandement de veiller au suivi de tous les efforts déployés par nos différentes formations et à leur évaluation sur le terrain". "Il ne fait pas de doute que tout observateur s'intéressant au processus de modernisation et de développement engagé par l'ANP, ne peut que constater les efforts soutenus et permanents consentis, ces dernières années, dans le domaine de l'instruction et de la préparation au combat qui constitue la condition première à l'acquisition de compétences à différents niveaux et spécialités", note El-Djeich, soulignant que cette démarche "garantit l'adaptation aux exigences de l'heure et aux missions assignées dans un esprit nourri du sens de la responsabilité, du sens du devoir et de l'appartenance à la Patrie et au peuple".

Selon la publication, le niveau d'aptitude atteint par le corps de bataille de l'ANP "est un des signes traduisant la maturité du système de formation, d'instruction et de préparation caractérisant le processus de développement de l'ANP afin de porter son niveau de disponibilité opérationnelle aux plus hauts niveaux, grâce aux efforts inlassables visant à promouvoir les compétences et capacités ainsi que le renforcement de l'expérience et de l'expertise pour consolider les facteurs de puissance de l'ANP, ce qui lui permet d'accomplir pleinement son devoir qui consiste à faire face à toute menace d'où qu'elle vienne (...)".

Dans le même contexte, la revue estime que les avancées "considérables"

enregistrées par l'ANP ces dernières années sur la voie de la modernisation et du développement de ses composantes "sont des pas étudiés, sûrs et adaptés à la dimension des défis à relever et par là à gagner", ajoutant que "les grandes aptitudes au combat, le haut niveau de disponibilité opérationnelle, les avancées enregistrées sur la voie du développement atteints par le corps de bataille sont assurément le résultat de la vision et de la lecture perspicace et prospective des différents événements et défis". "Ce qui a permis à nos forces armées d'atteindre le stade de la modernité et du développement ainsi que l'efficacité opérationnelle, en s'appuyant sur une composante humaine qualifiée sur le plan scientifique et technique. Une composante bénéficiant d'une excellente formation de base, comme nous avons pu le constater à l'occasion de la dernière visite effectuée par le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah dans la 6ème RM", indique El-Djeich. La publication rappelle qu'au cours de cette visite, le vice-ministre de la Défense nationale a rencontré les élèves de l'Ecole des cadets de la nation et réitéré le "grand intérêt" qu'accorde le président de la République aux cadets de la nation, comme il a réaffirmé "l'attention soutenue" que leur porte le Commandement de l'ANP.

"Les hauts niveaux de disponibilité opérationnelle et au combat atteints par nos forces armées ces dernières années résultent essentiellement de l'excellente qualité de l'enseignement, de la formation et de la préparation au combat ainsi que des efforts prodigieux déployés, et dont l'ANP veille à en fructifier les effets, pour aller de l'avant de donner à l'Algérie la force militaire qui lui sied, en suivant la voie tracée par l'Armée de libération nationale", conclut la publication.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE AFRIQUE-PAYS NORDIQUES

# Messahel souligne l'engagement de l'Algérie en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique et au-delà

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a souligné l'engagement de l'Algérie en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique et au-delà, lors des travaux de la Conférence ministérielle Afrique-Pays Nordiques qui se déroulent jeudi dans la capitale danoise Copenhague.

Invité à introduire, au nom de la partie africaine, le débat sur les questions de paix et de sécurité, M. Messahel a souligné que "le contexte d'adversité auquel fait face notre continent est porteur de menaces pour les efforts louables que les pays africains déploient pour sortir du sous-développement, éradiquer la pauvreté, soutenir les dynamiques de croissance enclenchées avec succès dans un nombre croissant de pays".

Il a indiqué que "ces menaces sont essentiellement constituées des fléaux du terrorisme, de la progression du phénomène de radicalisation, des conflits armés, de la migration irrégulière, du crime organisé transnational, ainsi que des changements climatiques".

Le ministre a mis en exergue les efforts que déploie l'Afrique pour affronter ces défis en comptant d'abord sur ses propres ressources et capacités mais également en faisant appel à la coopération régionale et internationale, et à la solidarité de la communauté internationale au nom du principe de l'indivisibilité de la sécurité.

Abordant en détail les principales problématiques de paix et de sécurité, M. Messahel a mis en garde contre le redéploiement du phénomène terroriste vers l'Afrique, notamment au Sahel et ses espaces périphériques, en raison de la défaite de DAËCH en Syrie et en Irak, tout en relevant les difficultés que cela pose à l'Algérie et à la région de l'Afrique du Nord, comme au reste du monde.

Il a, dans ce cadre, ajouté que "l'Algérie qui a vaincu le terrorisme mais combat toujours ses résidus, maintient un haut niveau de vigilance sur son territoire et sur ses frontières, partage son expérience et développe une dense coopération et collaboration sécuritaire avec les pays de son voisinage immédiat ainsi qu'aux plans bilatéral, régional et internatio-



nal". "C'est dans ce cadre que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a été désigné par ses pairs africains en tant que Coordonnateur de l'Union africaine pour la Prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent", a rappelé le ministre.

Il a, par ailleurs, indiqué que cette menace du terrorisme est aggravée par une connexion de plus en plus importante avec d'autres fléaux du crime organisé ainsi que par l'expansion du phénomène de la radicalisation et de l'utilisation d'internet, notamment les réseaux sociaux, les plateformes cryptées et le Darknet, à des fins de propagande et du recrutement.

Abordant les situations des conflits et de crises en Afrique, le ministre des Affaires étrangères a réitéré la position constante de l'Algérie en faveur de solutions politiques basées sur le dialogue et la réconciliation nationale. Il s'est félicité, à cet égard, des avancées enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali grâce à une Confiance de plus en plus affichée entre les parties maliennes et

leur appropriation du processus de paix, tel que constaté par la rencontre de Bamako à laquelle le M. Messahel a pris part en sa qualité de Président du Comité de suivi (CSA) avec le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres.

Quant à la question de la migration qui a figuré parmi les points de discussion de cette Conférence, M. Messahel a indiqué que l'Algérie qui a été un pays pourvoyeur de migrants, puis un pays de transition, est devenu aujourd'hui un pays de destination.

C'est pour cela, a-t-il ajouté, qu'elle travaille avec les pays d'origine de ces migrants au rapatriement de ceux-ci dans le respect de leur dignité et de leurs droits humains conformément aux conventions internationales en la matière.

Cette introduction liminaire a donné lieu à un débat riche et intense sur les voies et moyens pour les pays africains et leurs partenaires nordiques à même de leur permettre de faire face, collectivement et dans le cadre d'une coopération fructueuse, à ces défis qui menacent la stabilité des Etats.

## ALGÉRIE - DANEMARK

# Le MAE s'entretient à Copenhague avec son homologue danois...

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est entretenu jeudi à Copenhague, en marge de la Conférence ministérielle Afrique-pays Nordiques, avec son homologue danois, Anders Samuelsen, indique un communiqué du ministère.

L'entretien a porté sur "les relations bilatérales et les voies et moyens du renforcement de la coopération entre les deux pays", précise la même source, soulignant que les deux ministres se sont "félicités", à cet égard, "des résultats de la dernière session de la Commission mixte algéro-danoise tenue en mars dernier à Alger et qui a été couronnée par la mise en place d'un Forum d'Affaires et la conclusion d'Accords bilatéraux de coopération notamment dans le domaine de l'industrie pharmaceutique".

Ils ont, dans le même temps, exprimé leur engagement à "poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de toutes actions communes arrêtées à cette occasion".

Les deux parties se sont félicitées également de "la facilitation conjointe par l'Algérie et le Danemark à New York et qui a permis l'adoption d'une résolution importante à l'Assemblée générale de l'ONU sur la réforme du système des Nations unies pour le développement, marquant le début d'une nouvelle ère dans la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD)", ajoute le ministère.

Les deux ministres ont également fait un tour d'horizon sur "les questions régionales et internationales d'intérêt commun, y compris les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Copenhague notamment la promotion de la paix et de la sécurité, le commerce et l'investissement et la promotion des jeunes et l'exploitation du dividende démographique".

Le ministre danois M. Anders Samuelsen a invité le ministre des Affaires étrangères à effectuer une visite officielle au Danemark.

M. Messahel a accepté cette invitation dont la date sera arrêtée d'un commun accord.

A noter que l'entretien s'est déroulé en présence des Ambassadeurs des deux pays.

## ... et se félicite du renforcement de cet espace chaque année

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est félicité jeudi à Copenhague, du renforcement, chaque année, de l'espace de coopération de la Conférence ministérielle Afrique-Pays nordiques dans la vocation que les deux parties lui ont assignée, à savoir celle de cadre de dialogue, de concertation et d'échange sur les questions de paix, de sécurité et de développement durable entre l'Afrique et les Pays nordiques.

Chaque année, a poursuivi M. Messahel lors de son adresse à cette conférence, "il permet (l'espace) à l'Afrique de sensibiliser ses partenaires nordiques sur ses multiples priorités liées tant à la paix et la sécurité qu'à la promotion de son développement socioéconomique, comme il lui permet de faire connaître à ces mêmes partenaires combien sont nombreuses les opportunités d'investissements et d'échanges commerciaux générés par cette dynamique de croissance qui a distingué notre continent durant ces deux dernières décennies".

Illustrant les réalisations de ce mécanisme de coopération, le ministre s'est référé à l'intérêt porté par les pays nordiques aux cinq axes prioritaires de la stratégie décennale de la BAD pour 2013-

2022, à savoir "l'énergie, l'agriculture, l'industrie, l'intégration et l'amélioration des conditions de vie des populations africaines ainsi que leur participation au Fonds Africain de Développement". "Il en est de même de l'appui de ces mêmes pays aux efforts de l'Afrique en matière de construction de sa propre architecture de paix et de sécurité", a soutenu le chef de la diplomatie algérienne. Abordant les thématiques liées au développement, au commerce et à la promotion des jeunes et du dividende démographique, M. Messahel a souligné que "l'Afrique s'emploie à construire des sociétés moins vulnérables et ambitieuses tout en donnant les moyens d'être progressivement toujours plus fortes, et ce, dans un monde dominé par une globalisation portuese à la fois d'opportunités et de défis".

"Les dynamiques de démocratisation et de croissance économique enregistrées par notre continent durant les deux dernières décennies attestent de sa volonté de s'inscrire durablement dans cette voie" a-t-il ajouté.

M. Messahel a, dans le même temps, mis en exergue le fait que "la force des sociétés de demain réside dans la mise en œuvre de programmes qui prônent l'éga-

lité, la promotion des droits de l'homme et des libertés individuelles, l'ancrage de la démocratie et des principes démocratiques tant dans les esprits des citoyens que dans les comportements et les actions des institutions, la promotion de la bonne gouvernance et de la reddition des comptes ainsi que dans la lutte sans répit et sans concession contre les fléaux sociaux dans leur diversité".

S'appuyant sur l'expérience algérienne, le ministre a fait savoir que "le dialogue social impliquant les institutions publiques, les partenaires économiques publics et privés, les syndicats ainsi que les organisations de la société civile est une condition de la réussite des politiques basées sur ces valeurs".

"C'est dans cet esprit que mon pays a mis en place, à l'initiative du Président Abdelaziz Bouteflika, d'abord en 2006 puis en 2014, un Pacte national économique et social prônant le dialogue et la concertation dans tous les domaines de la vie économique et sociale du pays et visant à contribuer concrètement au renforcement du processus démocratique dans lequel le pays s'est résolument engagé", a ajouté le ministre.

Ce pacte est venu conforter avec succès, a-t-il expliqué, la politique de

concorde civile et de réconciliation nationale qui a permis au pays de "rétablir la paix et la stabilité et de consacrer ses efforts aux défis du développement socioéconomique".

M. Messahel a également souligné que "la mise en œuvre de ces approches inclusives facilitent la mobilisation des ressources, des énergies et des moyens de la société dans le cadre d'alliances innovantes, tels que le partenariat public-privé sous ses différentes formes, construits autour d'objectifs communs guidés par la préservation de l'intérêt général dans une logique de gagnant-gagnant et prospérité partagée".

A partir de cette conviction, l'Algérie, a-t-il déclaré, "a favorisé la signature, pour la première fois, le 23 décembre 2017 de la Charte instituant et organisant le Partenariat public-privé dans l'économie algérienne".

"C'est aussi partant de cette conviction dans la nécessité d'encourager la société à mobiliser toutes ses ressources que l'Etat algérien a opté pour une approche volontariste de promotion du statut et du rôle de la femme, ce grand partenaire incontournable dans la construction du pays" a conclu le ministre.

## ALGÉRIE - PORTUGAL

**M. Hamel visite plusieurs services relevant de la police portugaise**

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le Général major Abdelghani Hamel, a effectué hier mercredi à Lisbonne, une visite dans plusieurs services relevant de la police portugaise, lors de laquelle il s'est enquis de l'expérience de ce pays en matière de lutte contre toute forme de criminalité et a rencontré son homologue portugais, indique jeudi un communiqué de la DGSN.

A cette occasion, le général major a visité différents services relevant de la police portugaise, à l'instar de la police scientifique, de la brigade spéciale de la police portugaise, de l'école de formation et d'entraînement, ainsi que du centre des opérations chargé de la gestion et de régulation du trafic routier, précise le communiqué.

Lors de sa visite aux différents services de la police portugaise, M. Hamel et la délégation l'accompagnant ont reçu "des explications exhaustives sur les domaines scientifiques et techniques, outre les moyens technologiques de pointe utilisés par la police portugaise dans l'accomplissement de ses missions en vue de faire face à toute forme de criminalité notamment la cybercriminalité".

A l'issue de cette visite, le général major a rencontré son homologue portugais au siège de la direction générale de la police portugaise, en présence de cadres des polices des deux pays. Les



deux responsables ont évoqué "les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale et l'échange d'expériences et d'expertises en vue de lutter contre toute forme de criminalité dont le crime organisé et les nouvelles formes de criminalité".

M. Hamel a indiqué, à ce propos, que "le renforcement de la coopération bilatérale entre la police algérienne et son homologue portugaise s'articule autour de la formation et la coordination opérationnelle", mettant en avant la disposition

des parties à "développer et accélérer la cadence de cette coopération dans le cadre du raffermissement des relations de coopération et de concertation bilatérales".

Pour sa part, le directeur général de la police portugaise a salué "le niveau de la coopération atteint entre les polices des deux pays ayant enregistré une avancée considérable en la matière", estimant que cette rencontre est "l'occasion pour procéder à son renforcement et à sa consolidation".

Il a salué également "le

haut niveau atteint par la police algérienne et son rôle crucial tant au niveau régional que continental et international".

Le directeur général de la police algérienne en matière de renforcement, de coopération et de coordination commune entre les organes de police africaine, au sein du mécanisme Afripol, présidé par le général major Abdelghani Hamel, en vue de renforcer l'action sécuritaire commune au double plan régional et international.

**M. Hamel décoré de la médaille d'excellence de la police portugaise**

Le directeur général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel, a été décoré de la médaille d'excellence de la police portugaise, lors d'une cérémonie organisée jeudi à Lisbonne, à l'Institut supérieur des sciences policières et de la sécurité intérieure.

"Le Général major Abdelghani Hamel a été décoré de la médaille d'excellence de la police portugaise par le ministre de l'Intérieur, Eduardo Cabrita, en reconnaissance de ses efforts déployés depuis son installation à la tête de la Sûreté nationale, visant le renforcement de la coopération policière aux niveaux régional et international, la consolidation et l'élargissement des relations entre les polices des deux pays et son soutien à leurs capacités opérationnelles sur le terrain, outre ses efforts tendant à consolider les voies de coopération commune en matière d'échange d'expertises, de formation et de soutien aux moyens de lutte contre le crime organisé, sous toutes ses formes, dont la cybercriminalité et le crime transfrontalier", a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

nelles sur le terrain, outre ses efforts tendant à consolider les voies de coopération commune en matière d'échange d'expertises, de formation et de soutien aux moyens de lutte contre le crime organisé, sous toutes ses formes, dont la cybercriminalité et le crime transfrontalier", a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Selon la même source, cette décoration se veut, également, "une reconnaissance par la police portugaise des acquis réalisés par son homologue algérienne en termes de développement et de modernisation, ce qui lui a permis d'occuper la place qui lui sied parmi les polices modernes et développées" A cette occasion, M. Hamel a dédié, en son nom et au nom de plus de 214.000 policiers,

cette distinction au président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, ajoutant que "cette distinction des membres de ce corps vient en reconnaissance du soutien constant qu'accorde le président de la République à la DGSN et valorise aussi sa vision clairvoyante et son engagement personnel pour la paix et la sécurité internationales".

Il s'agit, précise le communiqué, de la 3e distinction internationale du directeur général de la Sûreté nationale, après la médaille d'argent du mérite policier décernée par le ministère de l'Intérieur espagnol en 2015 et la médaille de la police ougandaise, première classe, remise en 2017 lors des travaux de la 19e réunion annuelle de l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est (EAPCCO).

## ALGÉRIE - FINLANDE

**M. Messahel s'entretient à Copenhague avec son homologue finlandais**

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est entretenu jeudi à Copenhague, en marge de la Conférence ministérielle Afrique-pays Nordiques, avec son homologue finlandais, Timo Soini.

Les deux ministres se sont félicités des relations traditionnelles d'amitié et de coopération qui existent entre les deux pays et ont

exprimé leur engagement à tout entreprendre pour porter la coopération bilatérale au niveau de l'excellence des relations politiques.

Le ministre finlandais a réitéré son invitation à M. Messahel pour une visite officielle à Helsinki en vue d'approfondir davantage et d'identifier les actions de coopération à même de réaliser l'ambition

commune des deux pays de bâtir un partenariat solide et diversifié.

Le chef de la diplomatie algérienne a remercié son homologue finlandais pour cette invitation qu'il a acceptée et dont la date sera arrêtée d'un commun accord.

L'entretien a également porté sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

## ALGÉRIE - ROYAUME-UNI

**Ministre britannique: L'Algérie et le Royaume-uni ont une "excellente" coopération sécuritaire**

L'Algérie et le Royaume-uni entretiennent une "excellente" coopération dans le domaine de la sécurité, a affirmé jeudi à Alger, le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Afrique



du Nord et du Moyen-Orient, Alistair Burt. Intervenant à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, le ministre britannique a indiqué que les deux pays entretiennent une "excellente" coopération dans le domaine sécuritaire. "Nous nous sommes entretenus sur les possibilités qu'offre notre partenariat qui existe déjà pour pouvoir l'élargir à d'autres domaines notamment le commerce, l'investissement et l'économie", a-t-il souligné.

M. Alistair a précisé qu'il aura d'autres discussions "plus détaillées" avec d'autres responsables algériens sur "l'excellente" coopération en matière de coopération sécuritaire entre les deux pays, relevant qu'à travers cette visite "nous pourrions également renforcer des liens dans d'autres domaines".

**Tenue à Alger de la 8e session du dialogue stratégique bilatéral algéro-britannique sur les questions de sécurité**

L'Algérie et le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tiennent, jeudi à Alger, la 8eme session du dialogue stratégique bilatéral sur les questions de sécurité sous la coprésidence du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Noureddine Ayadi et le ministre d'Etat pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Alistair Burt.

Les discussions porteront sur "l'état des relations bilatérales ainsi que sur l'évolution des conflits et crises qui persistent dans la région et les menaces que font peser les fléaux du terrorisme et du crime organisé transnational sur la stabilité et la sécurité régionales".

Ce dialogue est un cadre informel que les deux pays ont mis en place pour promouvoir la concertation et la coopération bilatérale dans les domaines liés aux questions sécuritaires bilatérales, régionales et internationales d'intérêt commun.

## ALGÉRIE - RD CONGO

**Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur de la République démocratique du Congo auprès de l'Algérie**

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de Mme Rose Osaka Okitundu, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique du Congo auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

## RENCONTRE DU CHEF DE DAIRA AVECLA SOCIÉTÉ CIVILE «La ville de Khemis Miliana a besoin de ses hommes»

Le Chef de daïra de Khemis Miliana a présidé au cours de la dernière semaine une rencontre avec la société civile de la ville, conviée à une rencontre de dialogue et de concertation autour d'un certain nombre de questions en rapport avec le développement de la ville et la prise en charge des préoccupations de ses habitants. Devant un parterre éclairé et composé de jeunes et cadres du mouvement associatif, le chef de daïra a d'emblée expliqué à ses interlocuteurs qu'il espère pouvoir écouter et savoir quelles sont leurs attentes, leurs aspirations, quels sont les principaux problèmes et préoccupations auxquels est confrontée la population et quels sont surtout les impacts réels des projets de développement réalisés, lancés ou en voie de lancement.

A l'ouverture des débats, de nombreuses questions ont été soulevées par les présents, notamment les points noirs et quelques anomalies signalées dans la ville, à l'exemple des bouches des avaloirs volés, le manque des abris bus et leur emplacement, le marché informel, absence des zones d'activités, absence de tourisme et capacité d'accueil en matière des structures d'hôtellerie, manque des terrains de proximité en gazon synthétique pour les jeunes, manque de centre de santé dans certains quartiers, retard du lancement du projet de 8000 places pédagogique de l'université, plan de circulation non exécuté, réseau routier dégradé et dégradation et fermeture de certains infrastructures culturelles, les quartiers qui vivent dans le noir et les trottoirs squattés par les commerçants. « Aucune stabilité, aucune assurance aucun équilibre n'a été signalé durant ces 10 derniers années » Affirme les membres de la société civile. « Notre ville a subi un vrai déshabillage dans tous les secteurs, notamment avec la fermeture de plusieurs entreprises et dégradation de l'environnement et la détérioration de plusieurs édifices » Affirment-ils. Le chef de daïra a souligné que cette ville manque d'une vraie colonne vertébrale. « Mais il faut dire que certains anomalies ont été provoquées par les citoyens eux même. Un manque flagrant du civisme de la part des habitants, notamment en matière de la collecte des ordures ménagères dont souffre la ville » Affirme t-il. « En plus les citoyens qui viennent à la daïra ne parlent jamais sur le développement de la ville mais seulement sur les logements » Atteste t-il « Nos portes sont ouvertes pour tout le monde, d'ailleurs, je félicite les habitants de certains quartiers qui ont balayé devant leur porte et continue à mettre le décor. Au moment où d'autre continuer à salir l'environnement ». « Nous avons dépensés plusieurs sommes d'argent dans l'AEP et ce à cause des dégradations répétées. Nous prévoyant de lancer des projets de développement et construire des édifices culturels et sportifs pour nos jeunes et ouvrir d'autres ». « Si nous sommes la c'est pour développer notre ville et écouter les autres et appeler nos citoyens à participer dans ces actions évolutionnaire ». Assure t-il

Le débat était chaud lors de cette rencontre. Les représentants de la société civile ont saisi l'opportunité pour remercier le chef de daïra qui était accompagné par le maire de la ville pour leur accueil et leur écoute et donné un rendez la semaine prochaine pour enrichir d'autres actions et idées. Seulement les représentants de la société civile ont insisté sur les faits et les actions qui peuvent donner un changement pour la ville afin de dépasser les paroles et les virtualités.

Salim Ben

## DJELFA :

# De nombreux projets de développement en réalisation à Aïn Ouessara

La commune d'Aïn Ouessara (100 km au nord de Djelfa) est actuellement le théâtre de la réalisation de nombreux projets de développement, dans divers domaines visant l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Plusieurs de ces projets ont fait l'objet, durant cette semaine, d'une visite d'inspection du wali Hamana Guenfaf qui s'est notamment rendu sur le chantier de réalisation d'une cantine au CEM Chaâbani Mohamed où il a instruit de la "nécessaire accélération des travaux de ce projet, en vue de sa livraison à la prochaine rentrée scolaire", a-t-il insisté.

Le wali a également inspecté le chantier du nouveau siège de la commune, qui en est aux dernières retouches. Il a recommandé la réception "dans les prochains jours" de ce nouvel acquis pour la région, "dont la contribution est certaine dans l'amélioration des prestations publiques".

Un projet de 150 logements promotionnels aidés est aussi attendu à la distribution dans les "prochains jours" au niveau de la commune d'Aïn Ouessara, au même titre qu'un lot de 52 locaux commerciaux, dont les travaux ont été parachevés.

L'opportunité a donné lieu à une visite au service de gynécologie-obstétrique de



l'hôpital de la ville, avant une dernière halte à la cité Abane Ramdane, où de nombreux citoyens lui ont exposé leurs

préoccupations et doléances. Le wali s'est engagé à leur prise en charge "dans les plus brefs délais possibles".

## TÉBESSA:

# Distribution de plus de 1000 logements sociaux à Bir El Ater lundi prochain

Au total, 1.006 logements public locatif (LPL) seront distribués lundi prochain à Tébessa, dans la commune de Bir El-Ater, située à 100 km au sud du chef lieu de wilaya, a indiqué mercredi soir le chef de l'exécutif local, Atallah Moulati. Le même responsable a précisé que les logements distribués, à l'occasion de la célébration de Leïlat el Qadr (27ème jour du mois de Ramadan), sont inscrits dans le cadre d'un programme général comprenant la

construction de 1.300 unités LPL affecté à cette commune, soulignant que le reste de ce chantier d'habitation avance à une cadence jugée "acceptable".

Lors de son inspection de ces logements, le chef de l'exécutif local a insisté sur le parachèvement des travaux avant le lancement de l'opération d'attribution, notamment concernant le volet de raccordement aux différents réseaux (eau, électricité, gaz et assainissement) ainsi que

la création d'espaces verts et d'éclairage public.

M. Moulati a également visité les communes de Négrine et Ferkané, situées au sud de la wilaya, où il a inspecté les travaux de réalisation de différents projets de développement, notamment dans les secteurs de logement et de l'éducation, soulignant la nécessité d'accélérer le rythme de certains chantiers qui accusent des retards.

Le même responsable a visité les "ksours de Négrine"

un site historique qui font l'objet d'une opération de réhabilitation, à l'initiative de l'association locale de la protection du patrimoine et du tourisme, où il a exhorté les responsables locaux à préparer une fiche et une étude techniques du projet dans l'objectif d'obtenir un soutien financier, devant permettre de parachèver cette opération et œuvrer à classer ce site, avec l'ambition de le promouvoir en une destination touristique.

## TISSEMSILT

# L'Ouarsenis entièrement couvert en fibre optique

Le secteur d'Algérie Télécom, dans la wilaya de Tissemsilt enregistre durant ces dernières années, une évolution constante qui lui permet de se mettre au diapason des mutations économiques opérées dans le pays, répondant aux multiples besoins exprimés par les usagers de la technologie et la communication. Le secteur d'Algérie Télécom mise sur l'amélioration et la modernisation du ratio par le biais de la mise en œuvre d'un programme visant le renforcement des structures existantes dans les zones urbaines et rurales. Le secteur d'Algérie Télécom a bénéficié de plusieurs opérations en matière d'équipement, ce même programme comporte plusieurs projets portant sur la réhabilitation, l'amélioration et la modernisation de tous équipements téléphoniques et de l'Internet et l'amélioration du service public. Le secteur d'Algérie Télécom de Tissemsilt a réalisé un taux appréciable 100% à travers la wilaya de Tissemsilt, dont l'Ouarsenis entièrement couverte en fibre optique

et dans le cadre des travaux sur le développement de la qualité des services et d'assurer une couverture complète a été liée à travers les 22 communes ainsi que leurs douars. Un grand défi de réalisation a été mené, quelque 22 stations de télécommunications d'accès multiservices « MSAN » ont été mises en service à travers la daïra de Bordj Bounaâma, permettant de promouvoir la qualité de service de l'Internet et le désenclavement des zones reculées, a-t-on appris hier de la cellule de communication du secteur d'Algérie Télécom de Tissemsilt, après l'achèvement des opérations à large échelle de raccordement au réseau fibre optique. Dans le même contexte, sept (07) stations 4G LTE de téléphonie en mode fixe ont été mises en service à travers les communes de Lardjem, de Béni Lahcene, de Boucaïd, de Lazharria et de Bordj Bounaâma, ainsi que les douars de Metidja et de Sidi Djaber, pour 2 576 nouveaux abonnés au 4G LTE.

ABED MEGHIT

## BOUIRA :

# Attribution prochaine de 3500 logements de différentes formules

Quelque 3500 logements de différentes formules seront attribués à leurs bénéficiaires d'ici à la fin de l'année en cours dans la wilaya de Bouira, a annoncé jeudi le wali Mustapha Limani. "D'ici à la fin de l'année nous avons un programme de 3500 unités, tous types confondus (promotionnel aidé, social et rural), à attribuer", a affirmé le wali dans une déclaration à l'APS, rappelant qu'un autre programme de 688 logements sociaux seront attribués à partir de dimanche prochain.

Pour dimanche soir, à l'occasion de Leïlat El Qadr (la Nuit du Destin), les autorités locales de la wilaya comptent remettre les clés à ces 688 bénéficiaires, ainsi que 1200 décisions d'aide à l'habitat rural, a expliqué le premier magistrat de la wilaya. "Pour le logement rural, la wilaya de Bouira a bénéficié d'un quota supplémentaire de 400 aides", a fait savoir le même responsable. L'opération de l'affichage des listes de bénéficiaires se poursuit toujours. Jeudi, une liste de 710 bénéficiaires de logements sociaux a été affichée, soulignant la colère de plusieurs dizaines d'exclus. A ce propos, M. Limani a assuré que les listes "sont établies de façon correcte, juste et transparente", tout en réitérant l'engagement des autorités locales à œuvrer pour la satisfaction de la demande croissante en matière de logement.

APS

## TIARET : L'engouement pour les produits de l'artisanat donne à Ramadhan une "saveur" particulière

Le mois sacré de Ramadhan constitue pour les artisans de la wilaya de Tiaret une véritable aubaine pour relancer certains produits du terroir, dont les familles s'attachent à acquérir pour donner à ce mois de piété "une saveur particulière".

Pendant le Ramadhan, les ménagères de Tiaret s'approvisionnent en divers produits d'artisanat notamment des ustensiles de cuisine fabriqués localement, des éléments de décors et autres produits utilisés dans la préparation des plats indispensables en ce mois du jeûne. Les articles les plus demandés, en raison de l'aspect particulier qu'ils apportent à la table ou à la meïda de Ramadhan, sont les plats divers : assiettes, soupières, couscoussiers, bocaux en argile, les couverts en bois ou encore les paniers à pain en alfa et en doum ainsi que les coffins traditionnels richement décorés.

De ce fait, le mois de ramadhan est particulier pour les artisans qui doivent répondre à une forte demande pour leurs produits, explique le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Tiaret, Smail Amari, relevant que la galerie, ouverte à la CAM, ne désemplit pas et enregistre une forte affluente de la clientèle, composée en majorité de femmes, qui viennent acquérir ces produits proposés à des prix très avantageux.

Le même responsable indique également que des produits de décor des maisons comme les couvertures en laine, les tapis, les services à thé ou à café, en porcelaine ou en cuivre, sont très demandés. "Certaines familles restent attachées aux traditions de leurs parents et aïeux au point où ils veulent reconstruire cette ambiance d'antan".

### Engouement pour les tenues traditionnelles

Pour sa part, Mohamed Douis, président de l'association "Khaldounia", souligne que les tenues destinées aux cérémonies de circoncision d'enfants sont très demandées en cette période de Ra-



madhan, durant laquelle des campagnes de circoncisions collectives d'enfants se tiennent à l'initiative d'associations, d'organismes sociaux et des collectivités locales, notamment lors de leïlat El Qadr.

Parents et initiateurs de ces opérations offrent ces tenues traditionnelles aux petits enfants concernés pour que ce moment particulier de leur vie reste inoubliable et empreint de joie et d'allégresse. D'autres tenues traditionnelles sont très demandées en cette période, comme les gandouras d'hommes que les fidèles portent pour accomplir leurs prières ou veiller entre membres de la famille et amis. Aussi, M. Douis indique que les membres de son association sont très sollicités par les adeptes des sports traditionnels -comme le matrag- pour confectionner les tenues nécessaires aux tournois et exhibitions organisées en grand nombre durant les soirées de Ramadhan.

Les membres de cette association

confectionnent aussi des tenues traditionnelles pour femmes comme la robe kabyle, la blouse oranaise et autres robes et vêtements mettant en exergue la beauté et l'élégance des femmes de la région. Par ailleurs, l'atelier de sellerie, ouvert au sein de la Chambre de l'artisanat et des métiers, connaît, en ce mois sacré, une animation particulière.

Aïcha Ferhat, artisane, explique que la fabrication des selles diminue considérablement durant le Ramadhan. "Les artisans se reconvertissent dans la fabrication de sandales et de babouches en cuir. Ce créneau est très porteur", note-t-elle.

Pour l'Aïd el Fitr, les femmes ont tendance à porter des chaussures traditionnelles en cuir ou des sacs finement décorés. "Nous répondons à toutes demandes et sollicitudes de cette clientèle très particulière et saisonnière qui nous sollicite", souligne Aïcha Ferhat.

## OUARGLA: Programmation de 100 interventions chirurgicales de réparation de séquelles de brûlures à Touggourt

Pas moins de 100 interventions chirurgicales liées au traitement des séquelles de brûlures sont programmées au niveau de l'Établissement public hospitalier "EPH-Slimane Amirat" à Touggourt (160 km d'Ouargla), dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris jeudi des responsables de cette structure de santé. Lors de cette action de jumelage avec la Clinique des grands brûlés "Pierre-et-Claudine-Chaulet" (Alger) à être entamée demain vendredi, les patients vont bénéficier de traitements chirurgicaux liés aux différents types de séquelles de brûlures, a affirmé à l'APS le directeur de l'EPH-Slimane Amirat, Salah Karioune. L'opération se poursuivra jusqu'au 11 juin, à raison de 20 à 25 interventions chirurgicales par jour, destinées à des patients (6 à 60 ans) inscrits sur liste d'attente après avoir effectué les consultations nécessaires sous la supervision d'un staff médical spécialisé de la Clinique "Pierre-et-Claudine-Chaulet", en collaboration avec une équipe médicale et paramédicale de l'EPH-Slimane Amirat, a-t-il précisé.

Cette initiative vise à faciliter l'accès aux prestations médicales spécialisées, notamment au profit de patients issus de zones enclavées d'une part, et d'améliorer la formation continue des praticiens locaux à travers l'échange d'expériences d'autre part, a-t-il souligné.

Elle sera également l'occasion de prodiguer des soins médicaux spécialisés à des patients nécessitant un besoin de ce genre de chirurgie, pour leur épargner le déplacement vers des structures de santé éloignées et réduire le déficit enregistré dans la région en matière de médecins spécialisés en brûlures, a expliqué M.Karioune.

Cette opération est la deuxième du genre à l'EPH de Touggourt, après celle effectuée l'an dernier et qui avait donné lieu à la prise en charge de cinq patients souffrant de brûlures à des degrés divers ainsi que 64 consultations médicales, rappelle le responsable.

Les interventions chirurgicales et les interventions médicales spécialisées offertes à titre gracieux aux patients de la wilaya d'Ouargla, notamment ceux vivant dans les zones rurales et enclavées, au titre du jumelage inter-hôpitaux, traduisent un véritable succès des efforts de prise en charge médicale spécialisée, a-t-on fait savoir à la direction de Santé et de la Population (DSP) de la wilaya. Au total, 63 interventions chirurgicales et 1.387 consultations médicales spécialisées ont été effectuées dans le cadre du jumelage au niveau des EPH "Slimane Amirat" (Touggourt) et "Mohamed Bou-diaf" (Ouargla), selon les données de la DSP.

## ILLIZI: Reconversion de l'approvisionnement de Djanet du propane au gaz naturel

La plupart des quartiers de la ville de Djanet (Illizi) ont bénéficié d'une opération de reconversion du gaz propane au gaz naturel, dans le cadre du grand projet d'approvisionnement de la région en gaz naturel mis en service en mai dernier, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de l'Énergie de la wilaya.

Une canalisation de 5 km au départ du terminal arrivée du gazoduc Illizi-Djanet a été réalisée dans ce cadre, pour permettre d'approvisionner la plupart des quartiers de Djanet en gaz naturel en substitution au gaz propane, excepté celui d'Ifri où l'on attend le tarissement des résidus de propane pour pouvoir injecter le gaz naturel, a expliqué à l'APS le directeur du secteur, Mustapha Ben-Abdelkader.

Les travaux de ce projet ont été finalisés en un temps "court" après avoir renforcé les entreprises réalisatrices par des agents de la Sonelgaz, et ce afin d'éviter une interruption de l'approvisionnement des clients en gaz en ce mois de Ramadhan durant lequel est enregistré une forte consommation de cette énergie, a-t-il ajouté.

L'opération a été favorablement accueillie par la population locale au vu des avantages offerts par l'approvisionnement en gaz naturel, comparativement au propane qui connaissait des interruptions répétées. Cette opération a été entamée dès la mise en service du terminal arrivée

du gazoduc (10 inches) reliant Illizi à Djanet sur 370 km. Cet important projet énergétique, réalisé dans la zone de Tiguentourt à l'entrée de Djanet pour un coût de 13,7 milliards DA, permet d'approvisionner plus de 4.500 clients au gaz naturel, en plus d'ouvrir des perspectives de développement des investissements

dans cette région touristique, a souligné M. Ben-Abdelkader.

Le projet comporte trois (3) postes de coupe et 16 postes de sectionnement pour la protection des divers risques sur le gazoduc dont le tracé jouxte celui de la RN-3 sur son tronçon Illizi-Djanet, selon sa fiche technique.

## OUARGLA : Des mesures prises pour faire face à la dégradation de la bande verte Ouargla-Touggourt

Des mesures ont été prises par les services de la wilaya d'Ouargla pour faire face à la dégradation que connaît la bande verte projetée sur les abords de la route reliant les villes d'Ouargla et Touggourt (RN-53 et RN3), a-t-on appris jeudi auprès de la Conservation locale des forêts.

"Il s'agit de préserver ce qui a été réalisé et de réduire l'ampleur de dégradation de cet espace, en impliquant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les investisseurs exerçant dans les périmètres agricoles à proximité du tracé de la bande verte, consacré bien Wakf", a affirmé le conservateur des forêts, Harkat Debabnia.

Une opération d'évaluation de ce projet aura lieu au terme de la période estivale au plus tard afin d'identifier les lacunes à corriger et de faire restaurer cette bande verte visant à protéger la route de l'avancée des sables et préserver la richesse animale, surtout les camélidés des accidents de la circulation, en plus de créer des espaces de repos aux usagers de cet axe routier, a-t-il précisé.

Lancée en 2013 par la mise en terre de milliers de plants d'oliviers de variétés "Chemlal" et "Sigoise", depuis l'intersection des routes Ouargla/Hassi Messaoud en allant vers la commune de Sidi Slimane (wilaya déléguée de

Touggourt), ce projet, à l'arrêt depuis près de deux ans, porte sur la plantation, de part et d'autre de l'axe routier ciblé (160 km), de nombreuses lignées d'arbres totalisant 85.000 oliviers et plus de 21.200 palmiers dattiers, sachant que les opérations concernent la réalisation de 16 forages, ainsi qu'un réseau d'irrigation et environ 170 bassins ont été déjà réalisés, selon sa fiche technique. Un montant global de plus de 1,9 milliard DA a été dégagé du Budget de wilaya (BW) à la réalisation de ce projet qui a permis, ces cinq dernières années, de générer des dizaines d'emplois temporaires, a-t-on signalé à la Conservation locale des forêts.

## EUROPE - DROGUE

## Plus d'un million de saisies de drogue en Europe en 2016, le cannabis domine



Plus d'un million de saisies de drogues illégitimes ont été opérées en 2016 par les services répressifs européens, indique un rapport rendu public jeudi relevant que les saisies du cannabis, majoritairement importé du Maroc, dominent.

"Les saisies de drogues illégitimes par les services répressifs constituent un indicateur important des marchés des drogues, avec plus d'un million de saisies de drogues illégitimes signalées en 2016 en Europe", précise le "Rapport européen sur les drogues : tendances et évolutions" publié par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, qui met en exergue que la résine de cannabis "reste majoritairement importée du Maroc".

Un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), rappelle-t-on, a placé le Maroc en tête de la production mondiale du cannabis. "L'Europe, l'Afrique du Nord, le proche et le Moyen-Orient demeurent les principaux marchés pour la résine de cannabis, dont la majorité continue à être produite au Maroc et en Afghanistan", a expliqué le rapport de l'ONUDC.

La plupart des saisies effectuées en Europe (plus de 70 % d'entre elles) concernent le cannabis (420 tonnes), indique le rapport européen, soulignant que les trois pays à déclarer le plus grand nombre de saisies, re-

présentant ensemble plus de 60 % de toutes les saisies dans l'Union européenne, sont l'Espagne, le Royaume-Uni et la France.

Il explique que l'herbe ("marijuana") et la résine ("hashisch") sont les deux principaux produits dérivés du cannabis présents sur le marché européen des drogues, tandis que l'huile de cannabis est comparativement "plus rare".

"Les produits dérivés du cannabis constituent l'essentiel (38 %) du marché de détail des drogues illégitimes dans l'Union européenne, leur valeur minimale étant estimée à 9,3 milliards d'euros", a-t-il ajouté, indiquant que des signalements révèlent que la Libye est devenue une plaque tournante "importante" du trafic de résine.

En 2016, 763.000 saisies de produits dérivés du cannabis ont été déclarées dans l'Union européenne, parmi lesquelles figuraient 420.000 saisies d'herbe, 317.000 saisies de résine et 22.000 saisies de plants.

Le rapport européen précise que les marchés des drogues illégitimes, difficiles à surveiller, génèrent d'importantes sommes d'argent à divers niveaux, avançant avec prudence la somme de 24 milliards d'euros en 2013, le cannabis en générant la majeure partie (38 %), suivi de l'héroïne (28 %) puis de la cocaïne (24 %).

L'Institut français de la statistique et des études économiques (Insee) a précisé, il y a

une semaine, que le trafic de drogue en France génère une manne financière de près de 2,7 milliards d'euros par an, rappelle-t-on.

Par ailleurs, le rapport européen note que l'augmentation de la production de cocaïne en Amérique latine semble désormais se faire ressentir sur le marché européen, faisant savoir qu'"historiquement, la majeure partie de la cocaïne entrant sur le territoire de l'Europe arrivait par la péninsule ibérique. "Récemment, d'importantes saisies dans d'autres régions suggèrent un léger recul de cet itinéraire, la cocaïne étant de plus en plus acheminée en Europe via de grands ports à conteneurs", a-t-il souligné, cependant il s'inquiète sur le développement de la vente des drogues sur Internet.

Pour l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, cette vente via le Net pose des difficultés pour les modèles politiques et de réponse existants ainsi que pour le contrôle des drogues.

Un autre rapport a estimé que les fournisseurs de l'Union européenne étaient responsables de près de la moitié des ventes de drogues sur le "darknet" entre 2011 et 2015. Même si les ventes en ligne sont actuellement faibles au regard du marché global des drogues illégitimes, fait-il remarquer, elles semblent toutefois progresser.

## NIGERIA: Au moins 15 morts dans des attaques dans le centre du pays

Au moins 15 personnes ont été tuées lors d'attaques distinctes dans l'Etat de Benue (centre du Nigeria), théâtre d'affrontements réguliers entre agriculteurs et éleveurs, ont rapporté des sources officielles mercredi.

"Des éleveurs peuls nomades ont attaqué plusieurs villages en l'espace de 48 heures, tuant 15 personnes et faisant de nombreux blessés", selon des responsables locaux, cités par la presse. Mercredi, "une milice composée d'éleveurs peuls a attaqué vers 3 heures du matin le village de Tse Ishav, dans la région de Guma, laissant derrière elle huit cadavres, plusieurs disparus et de nombreux blessés", a déclaré le ministre de l'Information de l'Etat de Benue, Lawrence Onoja.

"Deux autres personnes avaient déjà été tuées lundi par les mêmes hommes armés près de la localité proche de Yelwata", a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement local de Guma, Anthony Shawon, a confirmé le bilan faisant état de 10 morts, précisant que les assaillants avaient "incendié des maisons et des fermes" sur leur passage. "La même milice a ensuite mené de nouvelles attaques dans le district voisin de Logo, où "cinq personnes ont été tuées (...) et de nombreuses autres blessées", a affirmé le ministre Onoja. Selon le président du gouvernement local de Logo, Richard Nyajo, qui a également fait état de cinq morts, les miliciens ont "rasé" les villages de Tse Ngojov et Tse Nyamkyuma.

La "ceinture centrale" du Nigeria, point de rencontre entre un nord majoritairement musulman et un sud principalement chrétien, est secouée depuis des décennies par des affrontements entre agriculteurs dits "autochtones" essentiellement de confession chrétienne, et éleveurs peuls nomades, majoritairement musulmans. Mais ce conflit pour la terre et l'eau, aggravé par l'explosion démographique dans le pays le plus peuplé d'Afrique (180 millions d'habitants), a pris ces derniers mois une tournure identitaire et religieuse entre les deux communautés.

APS

## VOLCAN DE FEU AU GUATEMALA: Au moins 99 morts, recherche des disparus difficile



Les recherches de disparus autour du Volcan de Feu au Guatemala étaient perturbées par de nouvelles explosions et écoulements de lave, trois jours après l'éruption spectaculaire qui a fait au moins 99 morts et près de 200 disparus, selon un nouveau bilan.

"L'activité se poursuit et la possibilité de nouvelles descentes de flux pyroclastiques dans les prochaines heures ou les prochains jours n'est pas à exclure, il est donc recommandé de ne pas rester près de la zone affectée", a indiqué l'Institut guatémaltèque de vulcanologie (Insivumeh) qui met en garde contre les risques de glissements de terrain en raison de fortes pluies survenant en fin de journée. Le volcan, d'où s'échappait une colonne de fumée et de cendres, a continué mercredi à émettre des explosions de faible intensité à la fréquence de quatre ou cinq par heure. Mardi soir, une forte explosion dans le cratère avait de nouveau semé la panique parmi les habitants qui avaient regagné leurs villages. Secouristes, policiers et militaires ont également été contraints de quitter les lieux, avant d'être autorisé mercredi matin à reprendre leurs opérations de recherche de disparus dans la "zone

0". Dimanche, les projections spectaculaires de lave et de cendres de ce cratère culminant à 3.763 mètres et situé à 35 kilomètres au sud-ouest de la capitale Guatemala ont semé la désolation dans les bourgs ruraux situés sur le flanc du volcan, faisant au moins 99 morts et près de 200 disparus dans la municipalité d'Escuintla et ses environs. Seuls 28 corps ont jusqu'ici pu être identifiés.

"L'éruption a également fait 46 blessés et entraîné l'évacuation de 12.089 personnes", selon la Coordination nationale de lutte contre les catastrophes naturelles (Conred). La catastrophe a affecté, à divers degrés, un total de 1,7 million de Guatémaltèques. Le Volcan "de Fuego" était déjà entré en éruption en janvier 2018. En septembre 2012, son précédent réveil avait entraîné l'évacuation de quelque 10.000 personnes résidant dans des villages situés sur le flanc sud.

Deux autres volcans sont également actifs au Guatemala: le Santiaguito (ouest) et le Pacaya (20 km au sud de la capitale). Ce petit pays d'Amérique centrale est situé sur la "Ceinture de feu du Pacifique", une zone qui concentre environ 85% de l'activité sismique terrestre.

## KENYA: La carcasse de l'avion disparu mardi repérée

La carcasse de l'avion disparu mardi avec 10 personnes à bord, a été repérée jeudi par une équipe de recherche aérienne en bordure d'une chaîne de montagnes, au nord de Nairobi, a annoncé le ministère des Transports. Un hélicoptère mobilisé pour la recherche de l'appareil a repéré ce dernier à proximité de la localité de Njabini, au sud-ouest de la chaîne de montagnes des Aberdares, à quelque 65 kilomètres au nord de Nairobi. "Les recherches au sol vont s'intensifier (...) malgré les mauvaises conditions climatiques", a déclaré le secrétaire d'Etat en charge des Transports Paul Maringa. "La carcasse semble assez abîmée, mais nous ne souhaitons pas spéculer. Ayons de la compréhension pour les



familles de ceux qui étaient à bord", a-t-il ajouté.

"Une équipe incluant du personnel médical et la Croix-Rouge a été dépêchée sur le site", a indiqué la même source. Opéré par "East African Safari Air Express" et transportant huit passagers et deux membres d'équipage, l'avion avait décollé de Kitale (ouest) mardi et disparu quelques temps

après des écrans radars de l'aéroport international de Nairobi, sa destination finale.

Les recherches avaient été compliquées par des conditions météorologiques défavorables et notamment une faible visibilité, alors que le Kenya connaît de fortes précipitations en cette période correspondant à la fin de la longue saison des pluies.

## INVESTIR DANS LA SANTÉ MENTALE : OMS : Bon pour la santé et pour les économies



L'Atlas de la santé mentale 2017 de l'OMS estime que même si certains pays ont réalisé des avancées dans l'élaboration et la planification des politiques de santé mentale, il y a une pénurie mondiale d'agents de santé formés en santé mentale et d'investissements dans les services de santé mentale communautaires.

"Cette dernière édition de l'Atlas de la santé mentale nous fournit des preuves que l'augmentation des ressources pour la santé mentale ne se fait pas assez rapidement. Nous savons ce qui fonctionne. Ne pas investir d'urgence dans la santé mentale aura des coûts sanitaires, sociaux et économiques d'une ampleur que nous avons rarement vue auparavant", a déclaré le Dr Shekhar Saxena, directeur du Département de la santé mentale et de la toxicomanie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Chaque dollar investi dans l'extension du traitement des maladies mentales courantes telles que la dépression et l'anxiété entraîne un retour de 4 dollars en termes de santé et de capacité de travail.

L'Atlas fournit des informations sur l'existence de politiques, de plans et de lois pour la santé mentale et leur alignement sur les instruments des droits de l'Homme établis, les ressources humaines et financières disponibles, le type d'établissements fournissant des soins, et des programmes de santé mentale pour la prévention et la sensibilisation.

Il repose sur les données fournies par 177 Etats membres de l'OMS, soit 97% de la population mondiale. Il évalue dans quelle mesure les pays renforcent le leadership et la gouvernance en matière de santé mentale, fournissent des soins de santé mentale et sociaux complets, mettent en œuvre des stratégies pour promouvoir la santé mentale et les problèmes de prévention, et renforcent les don-

nées factuelles et la recherche, comme indiqué dans le Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2020 de l'OMS.

Selon l'étude, dans les pays à faible revenu, le taux de travailleurs de la santé mentale peut être aussi bas que 2 pour 100.000 habitants, contre plus de 70 dans les pays à revenu élevé. Ceci est un contraste frappant avec les besoins, étant donné qu'il est estimé qu'à tout moment une personne sur 10 a besoin de soins de santé mentale.

Moins de la moitié des 139 pays qui ont mis en place des politiques et des plans de santé mentale tiennent compte de l'importance de la transition des institutions psychiatriques vers les services communautaires et la participation des personnes atteintes de troubles mentaux aux décisions les concernant. Et trop souvent, lorsque des plans de santé mentale sont élaborés, ils ne sont pas soutenus par des ressources humaines et financières adéquates.

Les dépenses publiques consacrées à la santé mentale sont très faibles dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les dépenses publiques en santé mentale sont inférieures à 1 dollar par habitant dans les pays à revenu faible et intermédiaire là où les pays à revenu élevé dépensent plus de 80 dollars. La majorité des dépenses est destinée aux hôpitaux psychiatriques, qui servent une petite proportion de ceux qui ont besoin de soins.

En outre, plus de deux tiers des pays signalent que les soins et le traitement des personnes atteintes de troubles mentaux graves ne sont pas inclus dans les systèmes nationaux d'assurance maladie ou de remboursement. "Personne ne devrait manquer des soins de santé mentale à cause de leur coût", a déclaré le Dr Shekhar Saxena. "C'est pourquoi l'action de l'OMS en faveur de la couverture sanitaire universelle est si importante".

## CHINE Découverte d'empreintes d'animaux vieilles de 541 millions d'années

Des empreintes d'animaux  
vieilles de 541 millions d'an-



nées ont été découvertes en Chine, en faisant les plus anciennes de la planète, selon une étude publiée mercredi. Les chercheurs ne savent pas de quel animal -- minuscule -- il s'agit. Les empreintes ne sont séparées que de quelques millimètres l'une de l'autre, et ressemblent à deux rangées de petits trous.

"Ce sont les plus anciennes empreintes fossilisées jamais découvertes", a indiqué l'étude, publiée dans la revue américaine Science Advances. Elles ont été découvertes dans les gorges du Yangtsé, dans le sud de la Chine.

"Les roches contenant le fossile ont été très bien datées entre 551 et 541 millions d'années", a expliqué le chercheur Zhe Chen, de l'Académie chinoise des sciences, lors d'une conférence de presse. Apparaissant, les plus vieilles empreintes avaient entre 530 à 540 millions d'années.

La créature n'a malheureusement pas pu être identifiée car elle n'est pas morte à proximité de ses empreintes, et aucun fossile correspondant n'a été retrouvé.

La seule chose qu'on puisse imaginer est qu'elle était "symétrique bilatéralement", selon Zhe Chen. Peut-être un ancêtre des arthropodes ou des tétrapodes, dit-il.

## ANGOLA : Un comité de l'ONU préoccupé par la malnutrition et le faible taux d'enregistrement des naissances



Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU attend beaucoup de nouvelles autorités angolaises pour qu'elles s'occupent davantage des enfants après l'adoption de onze nouveaux engagements en faveur de la protection de l'enfance, a indiqué Hynd Ayoubi Idrissi, experte du Comité des droits de l'enfant et co-rapporteuse du Comité pour l'examen du rapport de l'Angola. Les onze engagements, qui figurent dans la loi de 2012 sur la protection et le développement intégral de l'enfant, permettront une mobilisation de tous les secteurs concernés directement ou indirectement par la question de l'enfance. "Nous espérons qu'avec les nouveaux engagements de l'Etat, il y aura une meilleure protection et promotion des droits de l'enfant en Angola", a déclaré l'experte.

En attendant, les experts du Comité ont indiqué que "beaucoup restait à faire", notamment concernant la situation des enfants réfugiés, le travail des enfants dans les mines de diamant, la malnutrition des enfants et surtout les disparités notées dans les enregistrements de naissance entre zones urbaines et rurales.

Si le Comité des droits de l'enfant s'est félicité des efforts déployés par l'Angola

pour arriver à l'enregistrement universel des naissances, notamment en exemptant les citoyens angolais des frais d'enregistrement pour les premières demandes d'enregistrement civil et de délivrance de cartes d'identité, les experts onusiens se sont tout de même dits préoccupés par le fait que l'objectif du Plan national de développement 2013-2017 de 100% d'enregistrements à la naissance d'ici à 2017 n'ait pas été atteint.

Face à ces insuffisances, le Comité a invité Luanda à étendre sa campagne nationale d'enregistrement des naissances aux parents, y compris aux citoyens non-angolais, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Cette sensibilisation devrait se focaliser aussi dans les zones rurales. Lors de l'examen du rapport de l'Angola le 17 mai dernier, la délégation avait rappelé avoir créé près de 92 postes d'enregistrement dans les maternités, avec 15.000 enfants enregistrés. Selon Luanda, les obstacles à l'enregistrement des naissances en Angola relèvent de la tradition, avec des parents qui ont parfois tendance à retarder l'attribution du prénom de leur enfant, la pratique étant de consulter pour ce faire la famille élargie. "Il est donc souvent impossible de séparer

l'enfant au moment même de la naissance", avait souligné Ruth Madalena Mixinge, secrétaire d'Etat à la famille au ministère angolais de l'Action sociale, de la Famille et de la Femme.

Le Comité s'est aussi inquiété de la prévalence de la dénutrition symbolisée par les chiffres de retard de croissance des enfants de moins de cinq ans qui sont passés de 29% en 2015 à 38% en 2015-2016. Selon les experts indépendants de l'ONU, la dénutrition est également associée à 45% des décès d'enfants en Angola. Le Comité invite instamment Luanda à allouer des ressources financières, humaines et techniques suffisantes à la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de nutrition et d'environnement pour promouvoir une nouvelle politique alimentaire et nutritionnelle nationale, qui accorderait une importance primordiale à la nutrition maternelle et infantile.

Enfin, sur le sujet du travail des enfants dans les mines de diamant, Luanda a rappelé que le travail est autorisé dès l'âge de 14 ans, pour autant que l'activité vise la formation de l'enfant. Le travail des enfants dans les mines est totalement interdit, a indiqué la délégation angolaise.

## ONU

### Le Conseil de sécurité appelle à protéger les jeunes de la violence en période de conflit armé

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé mercredi à l'unanimité une résolution appelant les Etats membres à protéger les jeunes de la violence en période de conflit armé. Ce texte vient compléter la résolution 2250 (2015), premier texte à reconnaître la contribution des jeunes au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité, par la résolution 2419 (2018), exhorte aussi toutes les parties à éliminer toutes les formes de violence sexuelle et sexiste ainsi que la traite des

êtres humains. Il demande à tous les acteurs concernés d'envisager des moyens d'accroître la représentation inclusive des jeunes pour la prévention et le règlement des conflits, "y compris lorsqu'ils négocient ou mettent en œuvre des accords de paix (...)" sachant que la marginalisation de la jeunesse est préjudiciable à l'établissement d'une paix durable et à la lutte contre l'extrémisme violent en tant qu'élément précurseur du terrorisme". Les Etats membres se voient également exhortés à évaluer la manière dont leur appui politique, financier, tech-

nique et logistique dans les situations de conflit et d'après conflit prend en compte les besoins des jeunes et leur participation aux efforts de paix. Par ailleurs, le Conseil de sécurité prie le secrétaire général et ses envoyés spéciaux de prendre en considération les vœux des jeunes dans les débats sur le maintien de la paix et de la sécurité, la consolidation et la pérennisation de la paix, et de faciliter la pleine et égale participation des jeunes à la prise de décisions, en accordant une attention particulière à l'inclusion des jeunes femmes.



# ENFANT FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA MÉNINGITE ?

Dès qu'il y a suspicion de méningite, le médecin hospitalise votre enfant. Heureusement, plusieurs vaccins permettent de limiter les risques.

## La ponction lombaire est-elle obligatoire ?

En cas de suspicion, il est urgent de confirmer le diagnostic. Malgré l'arrivée des techniques modernes (scanner, IRM...), la ponction lombaire demeure indispensable.

Une ponction lombaire consiste à prélever du liquide céphalo-rachidien au moyen d'une aiguille introduite entre deux vertèbres. Grâce aux anesthésiques locaux, elle est devenue moins douloureuse. Un examen microbiologique permet de savoir si la méningite est bactérienne ou virale et d'identifier le germe.

Le traitement de la méningite bactérienne repose sur la prise d'antibiotiques par voie intraveineuse. Le plus tôt possible afin d'enrayer la prolifération des bactéries et d'éviter d'éventuelles complications, survenant le plus souvent dans les 48 heures. Parfois, l'association de deux antibiotiques est nécessaire.

## Quels sont les risques de contagion ?

Toute suspicion de méningite entraîne une hospitalisation en urgence. S'il est confirmé qu'elle est bactérienne et due au méningocoque, des mesures préventives pour l'entourage doivent être prises. Les risques de contagion sont cependant faibles, car le méningocoque, qui se transmet via les gouttelettes de salive, ne survit pas dans l'environnement.

Seules sont concernées les personnes qui ont été en contact rapproché et répété avec le malade (membres

de la famille, enfants fréquentant la même crèche, voisins de classe...) dans les dix jours précédant l'apparition des symptômes. Le médecin prescrit alors des antibiotiques pendant 48 heures. Ce traitement peut être complété par une vaccination, en cas de méningite à méningocoque de type A ou C.

## Y a-t-il un vaccin ?

Les méningites bactériennes, de loin les plus graves, sont dues principalement à trois germes. Le plus fréquent est le méningocoque, qui comporte trois types A, B et C. Il existe un vaccin contre les types A et C. Pour l'instant, il est recommandé en France uniquement lors d'une épidémie ou pour protéger les personnes ayant été en contact avec un malade.

Idem pour les deux nouveaux vaccins protégeant contre le méningocoque C. Ces derniers sont utilisables chez le nourrisson à partir de 2 mois, chez l'enfant et chez l'adulte. Face à la progression de la méningite de type C, l'opportunité d'une vaccination des enfants et des jeunes adultes est actuellement discutée.

Avec le Pr Daniel Floret, service de réanimation pédiatrique, hôpital Edouard-Herriot (Lyon) et président du Comité technique des vaccinations

## Quels sont les signes ?

Comme les symptômes ne permettent pas toujours de distinguer les deux formes de méningite - virale ou bactérienne -, même s'ils ont tendance à être plus sévères dans ce dernier cas, il faut toujours réagir très vite.

Une forte fièvre, des maux de tête et



des vomissements chez un enfant particulièrement abattu doivent vous alerter. Surtout s'il existe une raideur de la nuque, une photophobie (difficulté à supporter la lumière) et, à plus forte raison, des troubles de la conscience.

Ces symptômes peuvent s'accompagner de violents maux de tête, de vomissements, de douleurs articulaires, de convulsions...

N'hésitez pas à déshabiller l'enfant pour rechercher des petits points de

couleur pourpre, en particulier sur les membres. Dus à des micro-hémorragies au niveau de la peau, ils annoncent une forme grave. « Ces signes, typiques chez l'adulte et l'adolescent, ne sont pas toujours présents chez le tout-petit, souligne le Pr Floret. Ce qui rend le diagnostic plus difficile. Chez le nourrisson, la nuque est parfois molle, et non raide ; la fontanelle est bombée. L'enfant pleure et refuse de s'alimenter, il peut avoir des convulsions. »

## POURQUOI LES ADOS SONT-ILS PLUS TOUCHÉS ?

A Agen, une jeune fille de 17 ans vient de décéder des suites d'une méningite à méningocoque de type B. Cette maladie contre laquelle il n'existe pas encore de vaccin, touche le plus souvent les nourrissons et les ados. La méningite est une infection des enveloppes entourant le cerveau, les méninges, causée par plusieurs types de virus, de bactéries, et de champignons. Les méningites à méningocoques sont les causes majeures de méningites aiguës et ont un taux de mortalité élevé : « Les méningocoques sont les seules espèces bactériennes capables de provoquer des épidémies de méningites. C'est en raison



de ce risque d'évolution rapide et de leur gravité qu'il faut mettre en place un traitement antibiotique le plus

rapidement possible » explique-t-on à l'Institut Pasteur, où une unité, dirigée par Taha Muhamed-Kheir,

consacre ses recherches à l'étude de ces bactéries. La méningite à méningocoque survient généralement chez les nourrissons ou chez les ados, comme cela a été le cas à Agen, où une jeune étudiante de 17 ans vient de décéder des suites d'une méningite à méningocoque de type B.

« Ce pic d'incidence chez les ados est probablement dû à leur comportement social », explique le Dr Muhamed-Kheir. « Les méningocoques se transmettent par contact étroit (à moins d'un mètre) et prolongé, via la toux ou les éternuements. Cette transmission est donc particulièrement active chez les ados, qui passent beaucoup de

temps en groupe, que ce soit au lycée ou en boîte de nuit. En outre, il y a une incidence annuelle des infections à méningocoque, avec une recrudescence saisonnière en hiver et au printemps. »

Lorsqu'un cas de méningite bactérienne survient dans un lycée, les autorités sanitaires mettent immédiatement en place un plan de prévention. Les personnes ayant été en contact répété et rapproché avec l'adolescent touché par la maladie sont examinés et un traitement antibiotique de deux jours est prescrit. Ce traitement peut être complété par une vaccination, en cas de méningite à méningocoque de type A ou C.

## Méningite B : Un programme de vaccination lancé en GB



La Grande-Bretagne lance un programme national de vaccination contre la méningite B chez les nouveau-nés. Les autorités sanitaires espèrent ainsi sauver jusqu'à 4000 vies en dix ans.

A compter de ce mois de septembre, les nouveau-nés de Grande-Bretagne âgés de 2 mois pourront être vaccinés gratuitement contre la méningite B. Ce programme national de vaccination contre l'infection à méningocoque est le premier à être financé publiquement dans le monde.

Les bébés recevront la première injection du vaccin Bexsero à 2 mois, puis deux rappels à 4 et 12 mois. Un programme de rattrapage est également mis en place pour les bébés qui auront 3 ou 4 mois en septembre.

«Au cours de la prochaine décennie, ce vaccin pourrait sauver potentiellement 4000 vies» ont souligné les autorités sanitaires britanniques. La méningite B est une méningite bactérienne qui peut toucher des personnes de tout âge, mais qui est plus fréquente chez les enfants de moins de 5 ans. En Grande-Bretagne, la maladie touche environ 1200 personnes (essentiellement des enfants) par an, une sur dix décède de la maladie et beaucoup souffrent de séquelles neurologiques irréversibles.

En France, le vaccin Bexsero est pris en charge depuis le début de l'année par l'Assurance maladie mais uniquement pour certaines populations à risque définies par le Haut conseil de la santé publique : les patients dénués de rate, ou qui souffrent d'un dysfonctionnement de cet organe, les patients ayant subi une greffe de cellules souches hématopoïétiques (de la rate, de la moelle osseuse ou des ganglions lymphatiques), ainsi que les personnes présentant des déficits immunitaires. Pour toutes les autres personnes, le vaccin n'est pas pris en charge par la sécurité sociale, mais peut être partiellement remboursé par certains organismes complémentaires qui se sont engagés à faciliter la prévention de la méningite B.

# ALZHEIMER : DE NOUVEAUX MARQUEURS EN CAUSE

*Une équipe de chercheurs de l'Institut de Pharmacologie moléculaire et Cellulaire de Sophia Antipolis à Nice a mis en évidence le rôle d'un nouveau peptide dans l'apparition de la maladie d'Alzheimer. Une découverte qui ouvre de nouvelles pistes thérapeutiques.*

Récemment, une étude de l'Université de Montréal a montré que la maladie d'Alzheimer était associée à des dépôts d'acides gras dans le cerveau, qui s'accumulent lentement avec le vieillissement.

Une équipe de l'Université Sophia Antipolis (Nice) et de l'Université de Munich (Allemagne) a identifié un nouveau peptide (le composant des protéines) qui pourrait être en cause. Proche de l'amyloïde- $\beta$ , déjà connu pour aboutir à la création de plaques dans le cerveau des patients atteints, l'amyloïde- $\beta$  jouerait aussi un rôle prépondérant.

« Il avait échappé à toute détection pendant 30 ans », expliquent les auteurs, dont l'étude a été publiée dans la revue *Nature*. Comme son homologue  $\beta$ , ce peptide « diminue le renforcement des synapses nécessaires à

la mémorisation », et conduit donc en partie à la dégénérescence neuronale. Et compte tenu de sa neurotoxicité, « ce nouveau peptide est sans doute impliqué dans le mécanisme de la maladie d'Alzheimer, mais d'autres travaux seront nécessaires pour déterminer son impact sur les déficits cognitifs », notent les auteurs dans un communiqué. Grâce à cette découverte, d'autres pistes thérapeutiques pourront être explorées par les chercheurs pour tenter d'enrayer la perte de mémoire. En France, on estime que 860 000 personnes sont atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie neurodégénérative apparentée. A ce jour, et même si les recherches vont bon train, aucun traitement curatif n'est commercialisé. Seule une bonne hygiène de vie semble réduire le risque de contracter la maladie.



## UNE MOLÉCULE ANNULE LA PERTE DES FONCTIONS COGNITIVES CHEZ LA SOURIS

Une nouvelle molécule nommée TC-2153 a permis d'annuler la détérioration des fonctions cognitives de souris atteintes d'Alzheimer : une découverte prometteuse.

Une étude scientifique publiée ce mardi 5 août 2014 dans la revue *PLoS Biology* vient de mettre en évidence l'efficacité d'une molécule dans la lutte contre la maladie d'Alzheimer, sur un modèle animal de souris.

TC-2153 est une molécule qui a réussi à inhiber les effets négatifs de la tyrosine phosphatase (ou STEP, une protéine enzymatique), enrichie dans le striatum.

En effet, une concentration trop élevée en protéine STEP met à mal les récepteurs synaptiques (permettant



la communication entre les neurones), et empêche ainsi la transformation de la mémoire

à court terme en mémoire à long terme. STEP détériore donc les fonctions cognitives

des patients atteints d'Alzheimer. Aussi, la nouvelle molécule TC-2153 a permis d'inhiber

ces effets néfastes chez les souris atteintes, leur donnant des résultats aux tests cognitifs semblables à ceux des souris saines. « Cette petite molécule inhibitrice est le résultat de cinq années d'effort pour trouver un inhibiteur de la protéine STEP » explique le professeur Paul Lombroso, co-auteur de l'étude.

Cette molécule plus qu'encourageante devra cependant faire ses preuves sur d'autres modèles animaux plus proches de l'homme avant d'être éventuellement envisagée comme traitement thérapeutique. Un bon début en somme, mais qui sous-entend encore quelques années avant d'aboutir à un médicament.

## PRÉSIDENT DU ZIMBABWE : Nos relations avec les Sahraouis "historiques et inaliénables"

Le Président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a affirmé que les relations entre son pays avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD) sont "historiques et inaliénables jusqu'à la victoire", précisant que la visite de son homologue sahraoui, Brahim Ghali, au Zimbabwe visait à renforcer les relations de coopération au triple plan bilatéral, continental et international.

"Les relations entre les deux révolutions zimbabwéenne et sahraouie ont été tissées durant notre lutte armée et se sont poursuivies jusqu'à notre indépendance", a déclaré M. Mnangagwa à l'issue de sa rencontre avec le Président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario. "Aussi, après notre indépendance nous avons reconnu la RASD et nous avons soutenu son adhésion à l'Organisation de l'Union africaine (OUA), a rappelé le président zimbabwéen. "Nos relations sont fortes et la visite du Président Brahim Ghali s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations de coopération aux niveaux bilatéral, continental et international", poursuit le Chef de l'Etat du Zimbabwe. Le Président sahraoui effectue depuis mardi une visite officielle au Zimbabwe dans le cadre de son périple en Afrique qui concerne jusqu'à présent quatre pays. M. Brahim Ghali s'était rendu auparavant à l'Afrique du Sud pour une visite de quatre jours. Les responsables sud-africains avaient saisi cette occasion pour souligner les relations profondes qui lient l'Afrique du Sud et la République sahraouie ainsi que le "soutien durable de leur pays au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance". Les deux Présidents sahraoui et sud-africain, Cyril Ramaphosa, ont réitéré leur plein sou-



ten aux efforts de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara Occidental, Horst Kohler, et à l'envoyé spécial de l'UA au Sahara Occidental, Joaquim Chissano, visant à amener les deux parties au conflit (Maroc-Front Polisario) à entrer dans des négociations "directes et sans conditions préalables" en vue de mettre un terme au conflit sahraoui et mobiliser la communauté internationale en faveur de la mise en œuvre de toutes les résolutions onusiennes y afférentes. Durant son périple, le Président sahraoui a eu plu-

sieurs haltes en Namibie, au Botswana et au Royaume du Lesotho. Les dirigeants de ces pays ont réitéré leur soutien au droit du peuple sahraoui à l'indépendance dans le cadre d'un référendum d'autodétermination. Le président sahraoui était accompagné dans cette visite par une délégation comprenant le chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould Salek, le Secrétaire d'Etat à la documentation et à la sécurité, Brahim Mohamed Mahmoud, le ministre de la Coopération, Bellahi Essiyad et d'autres responsables.

## UGANDA: Le président Museveni crée une nouvelle unité de lutte contre la corruption

Le président ougandais Yoweri Museveni a annoncé mercredi avoir mis sur pied une nouvelle unité destinée à lutter contre la corruption, encourageant les habitants à dénoncer les responsables corrompus.

Dans son discours d'adresse à la nation, M. Museveni a déclaré que cette initiative visait à lutter contre la corruption omniprésente et la mauvaise qualité des prestations de services.

Il a indiqué que cette unité dépendrait de la présidence. "Le seul ennemi que nous ayons à combattre est la corruption et la mauvaise mise en œuvre des programmes gouvernementaux. Signalez toute corruption que vous pourriez rencontrer à cette unité", a dit M. Museveni dans une adresse télévisée à toute la nation. "Les gens réclament de l'argent pour la moindre petite tâche. Nous n'aurions pas pu libérer notre pays si nous n'avions pas eu un haut niveau d'altruisme. Cette attitude altruiste doit revenir", a-t-il souligné. Le président a fait de la lutte contre la corruption, du développement des infrastructures, de la création d'emplois et de l'électricité les priorités essentielles de son parti, le Mouvement de résistance nationale.

Les militants impliqués dans la lutte contre la corruption estiment que l'Ouganda dispose de cadres juridiques et politiques adéquats pour lutter contre la corruption mais que le défi réside dans leur mise en œuvre.

## ZAMBIE: Des consultations sur les lois relatives à la cybersécurité

Le gouvernement zambien a annoncé des consultations autour des lois relatives à la cybersécurité proposées avec la participation des parties prenantes.

Mardi, un consortium de parties prenantes a demandé au gouvernement de modifier ses projets visant à présenter devant le parlement des lois ayant pour objet de réglementer les médias sociaux et d'organiser davantage de consultations. Les organisations estiment que la présentation de la Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, de la Loi sur la protection des données et de la Loi sur le commerce et les transactions électroniques avec la reprise des sessions du Parlement le mois en cours est "injuste" car les parties prenantes n'ont pas été consultées.

Cependant, la porte-parole du chef du gouvernement, Dora Siliya, a dit que les parties prenantes "auront encore l'occasion de faire des commentaires". Lors d'un point de presse, elle a dit aux journalistes qu'"il existe un processus lorsque les lois passent devant le parlement et que les parties prenantes auront la possibilité de s'exprimer lorsque les lois seront soumises aux commissions".

"C'est simplement la peur de l'inconnu car des processus de consultation ont été organisés. Même lorsqu'elles seront présentées devant le parlement, ils auront la possibilité d'être consultés," a-t-elle dit. Les projets visant à instaurer des lois sur la cybersécurité ont reçu un accueil mitigé au sein des parties prenantes et certaines ont estimé que "ces lois nuisent à la liberté d'expression sur les médias sociaux". Compte tenu de l'augmentation des actes délictueux sur les médias sociaux, la Zambie souhaite instaurer de nouvelles lois pour lutter contre la cybercriminalité.

## CRISE HUMANITAIRE AU SOUDAN DU SUD: L'ONG NRC tire la sonnette d'alarme

La crise humanitaire au Soudan du Sud est en train de s'aggraver dans des proportions alarmantes, a mis en garde jeudi à Nairobi le secrétaire général de l'ONG Norwegian Refugee Council (NRC) Jan Egeland.

"Au Soudan du Sud, je n'ai jamais vu, entendu parlé ou été le témoin d'autant d'habitants nécessitant une aide alimentaire dans autant de régions du pays", a déclaré M. Egeland lors d'une conférence de presse à Nairobi.

"Ce qui est différent cette

année, c'est que l'insécurité alimentaire s'est étendue à de nouvelles régions du pays", notamment des provinces du sud comme celle de Central Equatoria, a précisé M. Egeland, de retour d'une visite de terrain de trois jours au Soudan du Sud.

Le secrétaire général de NRC a insisté sur les difficultés croissantes des organisations humanitaires à remplir leur mission au Soudan du Sud. Il a mis en avant le manque de financements des programmes par des bail-

leurs de fonds sollicités par d'autres crises dans le monde et l'insécurité des travailleurs humanitaires dans le pays.

Depuis décembre 2013, 101 travailleurs humanitaires ont été tués au Soudan du Sud, a rappelé M. Egeland. En 2018, 7 millions de Sud-soudanais vont avoir besoin d'une aide humanitaire en raison des effets conjugués de la guerre et de la crise économique, selon l'ONU.

Deux ans après sa séparation du Soudan en 2011, le Soudan du Sud s'est enfoncé

en décembre 2013 dans un conflit armé qui a fait des dizaines de milliers de morts, près de quatre millions de déplacés et provoqué une crise humanitaire catastrophique.

Depuis, de nombreux cessez-le-feu ont été signés, sans jamais être respectés. Le Soudan a offert mardi ses bons offices aux deux principaux acteurs du conflit, le président Salva Kiir et son ex-vice président Riek Machar.

## MOZAMBIQUE: 5 personnes tuées dans une attaque à coups de machettes et couteaux

Cinq personnes ont été tuées mercredi soir à coups de machettes et de couteaux dans l'extrême nord-est du Mozambique, a indiqué jeudi la police. "Il y a eu une nouvelle attaque" dans la province du Cabo Delgado, a déclaré un porte-parole de la police cité par l'AFP. "Le même groupe qui avait attaqué des villages voisins s'en est pris à un autre village hier (mercredi) vers

21 heures et a tué cinq personnes", a-t-il ajouté. Les assaillants étaient armés de couteaux et de machettes, a-t-il précisé. Ils ont également détruit des maisons.

Le drame a eu lieu dans le village de Namaluco, situé à une centaine de kilomètres au nord de Pemba, la capitale du Cabo Delgado. Il s'agit de la troisième attaque meurtrière depuis

la fin mai dans la province. Le 27 mai à l'aube, un groupe extrémistes connus localement sous le nom de "al-shabab" avait attaqué deux petits villages et tué dix de leurs habitants, dont des adolescents, retrouvés décapités à la machette. Et dans la nuit de lundi à mardi cette semaine, sept civils ont été massacrés et plus de cent maisons brûlées dans la même région.

## BURUNDI: Le président Nkurunziza promulgue la nouvelle Constitution

Le président burundais Pierre Nkurunziza a promulgué jeudi une nouvelle Constitution controversée, adoptée le 17 mai par Référendum et qui lui ouvre la possibilité de rester en poste jusqu'en 2034, a annoncé la présidence. "L'histoire s'écrit au centre du pays à Gitega (centre du pays), le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza vient d'apposer sa signature sur la nouvelle Constitution du

Burundi", a annoncé la présidence sur son compte Twitter officiel. M. Nkurunziza doit ensuite se rendre dans la commune de Bugendana, dans la province de Gitega, pour sa présentation au peuple burundais", selon un programme rendu public par le protocole présidentiel. Pour l'opposition, l'adoption de la nouvelle Constitution entérine l'accord de paix d'Arusha signé en 2000, qui avait

instauré un partage du pouvoir politique et ethnique. La nouvelle Constitution permet au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2005, de briguer deux nouveaux mandats de sept ans à partir de 2020. Le nouveau texte, contesté en vain devant la Cour constitutionnelle par une coalition d'opposition, donne les mains libres à M. Nkurunziza, qui concentrera désormais seul tous les leviers du pouvoir exé-

cutf. Le Burundi est plongé dans une crise politique depuis l'annonce de la candidature controversée de M. Nkurunziza à un troisième mandat, en avril 2015. Les violences qui ont accompagné cette crise ont fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête.

## ALLEMAGNE-CANADA Merkel redoute des discussions difficiles lors du prochain sommet du G7

La chancelière allemande Angela Merkel a indiqué mercredi qu'elle s'attendait à des discussions difficiles lors du sommet du G7 (Groupe des sept) qui doit débiter vendredi au Canada. Interrogée par des députés du Parlement allemand, Mme Merkel a souligné qu'elle s'efforcera néanmoins de "discuter avec le président des Etats-Unis, Donald Trump, des problèmes que nous avons actuellement en général, et en particulier du dossier iranien et de la question des tarifs douaniers". Elle a dit "ne pas être certaine qu'une déclaration finale du sommet du G7 serait possible".

"Il s'avère que nous avons déjà un problème grave ici avec les accords multilatéraux", a affirmé Mme Merkel à propos de l'initiative des Etats-Unis d'imposer des tarifs douaniers punitifs sur ses importations de produits d'aluminium et d'acier, ajoutant qu'il était important pour les Européens d'agir de manière coordonnée et de défendre le commerce libre et équitable en s'opposant au protectionnisme.

La chancelière allemande a également critiqué l'abandon par les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat.

Les ministres d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni ont écrit au secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo et au secrétaire du Trésor américain Steven Mnuchin, les appelant à protéger les entreprises européennes implantées en Iran contre les nouvelles sanctions adoptées par Washington.

Mme Merkel a également observé qu'il n'y avait actuellement aucune possibilité pour la Russie de revenir au sein du G8 (Groupe des huit), soulignant cependant qu'elle soutenait les discussions avec la Russie et que le dialogue était toujours important. Le sommet de deux jours du G7 doit débiter vendredi à Charlevoix dans la province canadienne du Québec.

## SOMMET KIM-TRUMP: Le rapporteur de l'ONU demande à Pyongyang une "amnistie" de prisonniers

Le Rapporteur de l'ONU sur la Corée du Nord a demandé à la Corée du Nord une "amnistie" de prisonniers dans le contexte de la tenue du sommet historique entre le dirigeant nord-coréen et le président américain Donald Trump.

Lors d'une conférence de presse, M. Tomas Ojea Quintana a demandé aux autorités nord-coréennes de mettre en place une "amnistie générale" pour libérer des prisonniers, jugeant que ce serait "un très important signal du gouvernement pour ce qui est de leur volonté de s'engager envers les principes des droits de l'Homme de l'ONU".

Il a ainsi demandé "un geste concret en faveur" des prisonniers. Le Rapporteur, qui est mandaté par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU mais qui n'a pas eu le feu vert de Pyongyang, a indiqué ne pas savoir personnellement combien de prisonniers sont détenus en Corée du Nord. M. Ojea Quintana a expliqué qu'il était un homme "raisonnable" et que le processus de libération des prisonniers pouvait se faire "graduellement".

Cet appel intervient à quelques jours du sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un, qui doit se tenir le 12 juin à Singapour. Le Rapporteur a indiqué qu'il voyait ce sommet avec de "bons yeux". Il a également appelé la communauté internationale à se pencher sur l'avenir des sanctions économiques fixées par le Conseil de sécurité, car elles "peuvent avoir un effet préjudiciable" sur la population.

## ESPAGNE: Le nouveau gouvernement prête serment

Le nouveau gouvernement espagnol, majoritairement féminin, a prêté serment jeudi devant le roi Felipe VI. Avec 11 femmes et six hommes, dont un astronaute au ministère des Sciences, ce gouvernement est le plus féminin que l'Espagne ait jamais connu.

Les ministres de Pedro Sanchez ont juré loyauté au roi Felipe VI et promis "de respecter et faire respecter la Constitution".

Pedro Sanchez, 46 ans, qui a détrôné le conservateur Mariano Rajoy grâce à une motion de censure la semaine dernière, a multiplié, en composant son équipe, les messages aux marchés, à l'Europe et à l'électorat espagnol.

En plaçant des femmes aux postes clés, économie, finances, industrie, défense, justice, santé et éducation, Sanchez reconnaît leur poids croissant dans la société espagnole, qui s'est manifesté avec une ampleur inédite lors d'une première "grève générale féministe" le 8 mars dernier.

Alors que l'euro-scepticisme progresse sur le continent, il réaffirme aussi l'attachement de l'Espagne à l'Union européenne en nommant aux Affaires étrangères Josep Borrell, ancien président du Parlement européen et à l'Economie l'actuelle directrice du budget de l'UE Nadia Calviño.

Sanchez, qui n'est arrivé au pouvoir qu'avec les voix des séparatistes catalans et basques, a confirmé par ces nominations son attachement à l'unité de l'Espagne.

Meritxell Batet, une Catalane de 45 ans, aura à traiter en tant que ministre de l'Administration territoriale avec le gouvernement régional sécessionniste catalan.

Le nouvel exécutif est aussi le plus minoritaire depuis le rétablissement de



la démocratie et il n'ira probablement pas jusqu'au bout de la législature en 2020.

Pedro Sanchez a d'ailleurs remercié son équipe d'avoir "accepté de servir pendant les prochains mois".

Le Parti Socialiste ne dispose en effet que de 84 députés sur 350 et aura la marge de manoeuvre que voudront bien lui laisser le parti de gauche radicale Podemos, les nationalistes basques et les indépendantistes catalans, qui ont soutenu vendredi la motion de censure contre M. Rajoy.

Cette équipe devra respecter les "engagements européens" en matière de déficit public, qui doit être ramené cette

année à 2,2% du PIB.

Au nom de "la stabilité", Sanchez s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat.

"L'Espagne croit de 3% (par an) mais ne répartit pas la richesse", a souligné M. Sanchez en promettant de lutter pour l'égalité et contre la pauvreté infantile.

Sortie de la crise fin 2014, l'Espagne a enchaîné quatre ans de croissance supérieure à la moyenne de la zone euro mais son taux de chômage à 16,7% n'est dépassé que par celui de la Grèce. Et elle défie le record de contrats temporaires de l'UE (26,8% des emplois selon Eurostat).

## EST DE L'UKRAINE: L'ONU réclame le "retrait immédiat" des armes lourdes

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné mercredi "les violations persistantes du cessez-le-feu" dans l'est de l'Ukraine et réclame "le retrait immédiat des armes lourdes conformément aux dispositions des accords de Minsk". La déclaration adoptée par les quinze membres souligne aussi qu'il est "gravement préoccupé par la récente détérioration de la situation en matière de sécurité". "Cela fait longtemps que le Conseil n'a pas adopté quelque chose sur l'Ukraine",

s'est félicité devant des médias l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassily Nebenzia dont le pays assume la présidence tournante. En effet, la dernière expression publique de l'ONU sur le conflit opposant l'Ukraine à des séparatistes pro-russes remontait à janvier 2017. Le texte "est très constructif, confirme la validité des Accords de Minsk, la seule plateforme permettant d'aboutir à une solution politique", a-t-il ajouté. "Et c'est particulièrement important en ce moment alors que cer-

taines parties sabotent les accords de Minsk", a estimé le diplomate russe en visant implicitement Kiev. En évoquant une "situation humanitaire tragique", le Conseil de sécurité insiste aussi "sur la nécessité d'intensifier les efforts déployés pour alléger les souffrances de la population civile touchée par le conflit".

La déclaration du Conseil survient alors que les chefs de la diplomatie française, allemande, russe et ukrainienne se réunissent lundi à Berlin pour relancer le pro-

cessus de paix en Ukraine.

La révision des sanctions européennes contre Moscou dépend des progrès, a souligné la France alors que le nouveau gouvernement italien réclame leur levée.

Il faut rappeler que les accords de Minsk, signés le 12 février 2015 sous l'égide de Paris, Berlin et Moscou, n'ont jamais permis de mettre fin au conflit, les séparatistes pro-russes et l'Ukraine s'accusant d'exacerber les tensions dans un conflit qui a fait plus de 10.000 morts depuis 2014.

## CANADA-FRANCE Le Canada et la France créent un conseil conjoint de Défense

La France et le Canada ont décidé de créer un conseil conjoint de Défense d'ici la fin de l'année permettant le rapprochement de leur deux armées, a annoncé mercredi une source gouvernementale canadienne.

Ce "Conseil de défense conjoint ministériel sera convoqué d'ici la fin de l'année 2018" et permettra de mieux coordonner les actions des armées canadiennes et françaises, a déclaré ce haut responsable canadien cité par l'AFP.

Cette annonce intervient à l'occasion de la visite à Ottawa du président français Emmanuel Macron, venu se coordonner avec le Premier ministre Justin Trudeau en amont du sommet du G7 qui se tient vendredi et samedi au Québec.

Intitulé officiellement "Conseil franco-canadien de coopération en matière de

défense", cette structure doit permettre aux armées des deux pays de conduire davantage d'opérations conjointes, a précisé cette source. Il est notamment "envisagé" de mener à terme des opérations de maintien de la paix franco-canadiennes sous les auspices des Nations-Unies, a-t-on précisé.

En outre, Paris et Ottawa s'engagent à mettre en place un Conseil des ministres franco-canadien, autour du président de la République française et du Premier ministre du Canada, selon une déclaration officielle transmise à la presse. Ce Conseil des ministres se réu-



nira "au minimum" tous les deux ans "pour faire un bilan de cette coopération renforcée et développer des actions conjointes", a ajouté le haut responsable canadien. La France mène déjà de tels Conseils des ministres binationaux avec l'Allemagne et le Québec.

# AÏN DEFLA

## Commémoration à Djellida du 60<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Si M'hamed Raïs

La commune de Djellida (Aïn Defla) a commémoré jeudi le 60<sup>e</sup> anniversaire de la mort du chahid Si M'hamed Raïs tombé au champ d'honneur en 1958.

A cette occasion, une gerbe de fleurs a été déposée sur la stèle érigée à la mémoire du martyr au douar Daouadji et la Fatiha du saint livre récitée en présence des autorités civiles et militaires à leur tête le wali, Benyoucef Azziz.

De nombreux compagnons d'armes du chahid venus de plusieurs régions de la wilaya ont tenu à rendre hommage au chef du célèbre commando Djamal, dont l'activité a marqué la Wilaya IV historique.

Intervenant à cette occasion, Radji Abderrahmane, moudjahid et compagnon d'armes du chahid dans la région de Bourached (12 km au sud ouest de Aïn Defla), a souligné que Si M'hamed Raïs était, dès son très jeune âge, imbu de patriotisme à telle enseigne qu'il avait relégué au second plan sa vie de famille et tout autre préoccupation.

Il a relevé qu'outre sa clairvoyance, le chahid a été un fin stratège militaire, qui a permis de faire basculer la balance, sur le terrain des opérations, en faveur des troupes de l'Armée de libération nationale (ALN). Il a mis l'accent sur le fait que les jeunes doivent s'inspirer des sacrifices de ce chahid, leur rappelant que "l'indépendance du pays n'a pas été un cadeau offert par le colonisateur mais a été arrachée au prix de nombreux sacrifices".



Né en 1931 à Ouled Bouziane dans la commune de Djellida, Si M'hamed Raïs a, dès sa tendre enfance, entamé des études coraniques dans la zaouia familiale avant de rejoindre celle du cheikh Si Ahmed, dans la commune de Bourached.

En 1948, il devient membre du Parti du peuple algérien (PPA) chargé de la propagande et du recrutement dans les régions de Miliana, Khemis Miliana et Aïn Defla.

Au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), il active avec les éléments chargés de la préparation de la lutte armée à l'instar de Si M'hamed Bouguerra, Mustapha Ferroukhi, El Baghdadi, Si Belkebir et Si Melki.

En 1956, son dévouement et son inlassable activité l'ont propulsé au poste de chef de région dans la zone 4 pour les affaires militaires puis à celui de responsable du commando Djamal qui marqua de son empreinte les combats dans les maquis de Amrouna, El Medad et Palestro.

Le 8 juin 1958, Si M'hamed Raïs tomba au champ d'honneur au cours d'un violent accrochage avec plusieurs unités des Bérets noirs au douar Douadji, dans la région de Djellida.

APS

### PUBLICITÉ

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### WILAYA D'EL-OUED

### DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

Matricule fiscale : 099739015075706 / N.I.S : 39017101232

## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

La Direction de LA Sante et de la population de la wilaya d'El-Oued lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Réalisation et Equipement d'une Polyclinique à MORARA lot : 02 , travaux des aménagement .

- Les entreprises qualifiées ( pour que les soumissionnaires soient éligibles a' participer a' cet appel d'offres ils doivent satisfaire aux conditions suivantes : qualification activité principale construction catégorie deux ou plus - Attestations de bonne exécution( Le montant de réalisation est égale ou supérieure à 20.000.000.00 da) - Copie Bilan financière ou Attestation du chiffre d'affaires Pour les trois dernières années égale ou plus 15.000.000.00 DA -Ingénieur ou Technicien habilité à suivre le projet (en construction, architecture, différents réseaux et routes), (Affilié avec certificat de sécurité sociale valide à la date du soumission daté de moins de deux mois le jour d'ouverture avec une copie du certificat) .

- Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction du santé et de la population de la wilaya d'El-Oued cité Enakhil . Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de codidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention "dossier de candidature", "offre technique", "offre financière", selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention ( à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres- appel d'offres n°..... (Réalisation et Equipement d'une Polyclinique à MORARA lot : 02.) Ces dossiers sont composés comme suit :

#### 1/ Le dossier de candidature contient:

- Une Déclaration de candidature dûment renseignée et signée par le gérant de l'entreprise
- Déclaration de probité dûment renseignée et signée par le gérant de l'entreprise
- Copie du statut de la société et les modifications , le cas échéant , dans le cas d'une personne morale-
- Copie du qualification activité principale construction catégorie deux ou plus
- Copie Bilan financière ou Attestation du chiffre d'affaires Pour les trois dernières années

- Attestations de bonne exécution
- Liste des moyens humains(Selon Cahier des Charges )
- Liste des moyens matériels (Selon Cahier des Charges )

#### 2/Offre Technique :

- Le pesent cahier des charges dument signeparaphe et dateavec la mention manuscrite lu et accepte par le soumissionnaire
- La déclaration a' souscrire, dument remplie. singe e ;cachete'et date'e - ci-joint modele-

#### 3/Offre Financière :

- Lettre de soumission
- Le Bordereau des prix unitaires(BPU)
- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois mois (3 mois) + Le délais de préparation des offres à partir du dernier délais du préparation des offres. dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire.

Le délais de préparation des offres est fixé à vingt deux (21) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou au BOMOP.

L'ouverture des plis se fera le jours de dépôt des offres à 14 H 30 mn ,les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis de l'article 70 du décret présidentiel n° 15/247 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, qui se tiendra à la direction de la santé et de la population de wilaya d'El-Oued , sise à la cité Enakhil - El-Oued .

Si le jour de dépôt des offres et l'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres et l'ouverture des plis sera prolongée jusqu' au jour ouvrable suivant.

## BIBLIOTHÈQUE DE LECTURE PUBLIQUE DE CHLEF: Affluence nombreuse à la kheima de lecture

Une affluence nombreuse de familles et d'enfants est enregistrée durant ce Ramadhan à la "Kheima (tente) de lecture", une manifestation culturelle et artistique organisée, depuis le début du mois sacré au hall de la bibliothèque de lecture publique de Chlef.

"Cette zème édition a connu un franc succès et un grand engouement de la part des familles Chelfies, qui ont trouvé dans cet espace de quoi étancher leur soif d'activités culturelles et de loisirs entre chants adaptés aux besoins des enfants, pièces théâtrales et autres déclamations poétiques présentées par des poètes locaux et d'autres venus wilayays voisins", a indiqué à l'APS le directeur de la bibliothèque, Mohamed Guemoumia.

Outre le facteur divertissement, l'opportunité est également offerte pour l'émergence de talents en herbe, grâce aux multiples concours culturels organisés au profit des enfants en fin de soirée, pour ancrer chez eux les valeurs de concurrence loyale, et de l'amour de la lecture et de la culture en général, a-t-il ajouté.

De nombreuses familles, approchées par l'APS, ont salué cette initiative avec ses activités culturelles et divertissantes, destinées tant aux adultes qu'aux enfants.

"Ce rendez-vous devient une tradition au niveau de la bibliothèque



de lecture publique de Chlef, d'autant plus que les familles Chelfiennes ont grand besoin d'espaces de détente de ce type", comme indiqué par M. Ammari.

Z'hour, une dame rencontrée sur place, a, par ailleurs, assuré que ce sont ses enfants qui la rappellent chaque soir la tenue de ce rendez-vous désormais incontournable.

Un poète de la région, Mokhtari Mansour a indiqué, à ce propos, que la manifestation est devenue un rendez-vous culturel et artis-

tique pour les familles locales, qui font ainsi connaissance des grandes figures du domaine littéraire et du patrimoine culturel local.

Diverses activités récréatives sont assurées en soirée, au titre de cette zème édition, dont des chants religieux, des spectacles de clowns, des pièces théâtrales pour adultes et enfant et des déclamations poétiques, sachant que les participants aux concours culturels sont récompensés en fin de soirée.

## MUSIQUE Concert de piano à la Basilique Notre Dame d'Afrique à Alger

Un concert de musique classique a été animé jeudi soir à la Basilique Notre Dame d'Afrique à Alger, par le pianiste Daniel Matrone, amoureux de l'Algérie, devant un public recueilli dans des atmosphères où la pureté des sonorités a orné le silence sacré des lieux.

Durant près de 70 mn, le pianiste Daniel Matrone a promené les notes cristalline de son instrument dans la grande caisse de résonance que constitue l'espace imposant de la Basilique "Notre Dame d'Afrique", alignant, dans un silence religieux, un programme savamment préparé qui a réuni, outre les pièces qu'il a composées en hommage à Camille Saint Saens (1835-1921), des œuvres de Jean Sébastien Bach (1685-1750) et Giacinto Lavitrano (1875-1937).

Dans la solennité du moment, le pianiste a étalé les pièces, "Prélude en Mi bémol" (extrait de la suite française), "Figure 1 et 2" (extraits de l'Art de la fugue) de J.S.Bach, avant d'enchaîner avec "Dans l'église de San Sabastiano d'Ischia" de Giacinto Lavitrano, pour conclure avec un hommage à Camille Saint Saens, décédé à Alger et partisan, de son vivant, de "l'Algérie algérienne", a rappelé Daniel Matrone, décliné en cinq titres : "A Camille Saint Saens", "Prélude et fugue", "Portrait cubiste", "Ruban du soir" et "Le salon de musique sur la mer".

L'époque très fertile couvrant la période allant du XVI au XIX siècles a, en partie, été restituée dans la douceur et la sérénité de l'instant, à un public recueilli, qui a hautement apprécié le professionnalisme et le talent de l'artiste, en Algérie pour la deuxième fois (après son concert au même lieu en avril 2007), savourant chaque moment du spectacle dans l'allégresse et la volupté.

Très applaudi par le public, à l'issue d'une remarquable prestation, Daniel Matrone a fait part de son "bonheur" de se produire à Alger, tenant à rappeler encore tout "l'amour" qu'il voue à l'Algérie et au peuple algérien.

Né en 1955 à Annaba (Bône à l'époque), le pianiste, organiste et compositeur Daniel Matrone, petit neveu du compositeur Giacinto Lavitrano, décédé dans la ville de naissance de l'artiste, a commencé très jeune à étudier le piano au Conservatoire de Toulouse en France, puis à Paris où il se perfectionne dans l'orgue auprès de Marie-Claire Alain et auprès de Yvonne Lefebvre pour le piano.

Il étudie, ensuite, la composition et l'art de l'improvisation musicale avec différents maîtres dont Maurice Duruflé notamment, pour se voir nommé ensuite, organiste titulaire de plusieurs Basiliques à travers la France.

Plusieurs de ses enregistrements pour orgue et piano ont eu des prix et des distinctions, à l'instar du "Diapason d'or", obtenu au "Choc du monde de la musique", sorte de classement entretenu par des revues spécialisées.

Depuis septembre 1999, Daniel Matrone, distingué du titre de chevalier des arts et des lettres, est l'organiste titulaire du Saint Louis des français à Rome (Italie).

Le concert de piano animé par Daniel Matrone, entre, selon le Recteur de la Basilique Notre Dame d'Afrique, Père Michael P. O'Sullivan, dans le cadre d'un programme régulier initié par l'église.

Daniel Matrone animera le 12 juin prochain, un autre concert pour orgue celui-là sous le titre "L'Orgue et l'Orient" au même endroit et aux mêmes horaires, ont précisé les organisateurs.

## UKRAINE Décès de la réalisatrice ukrainienne Kira Mouratova à 83 ans

La réalisatrice ukrainienne Kira Mouratova, l'une des cinéastes en langue russe les plus respectées, est décédée à l'âge de 83 ans, a indiqué jeudi l'agence ukrainienne du cinéma.

Couronnée du prix spécial du jury à Berlin en 1990 pour "Le Syndrome athénique" et d'un prix à Locarno pour l'ensemble de son œuvre en 1994, la réalisatrice est décédée mercredi soir à Odessa (sud de l'Ukraine) où elle a vécu et travaillé pendant de longues années.

"C'était une réalisatrice très talentueuse, la révélation d'une époque, sa vision du monde a été applaudie par les critiques", a écrit le président ukrainien Petro Porochenko sur Facebook.

Née le 5 novembre 1934 à Soroca, Kira Mouratova, après avoir étudié au prestigieux Institut de cinématographie Guerassimov (VGIK), elle a travaillé avec des acteurs et artistes soviétiques, comme le poète et compositeur Vladimir Vissotski, ou encore le comédien Oleg Tabakov. Ses films, comme "Le syndrome athénique", ont été salués par la critique.

En 2017, elle avait été invitée à rejoindre l'Académie des arts et sciences du cinéma, qui sélectionne chaque année des œuvres pour les Oscars.

## JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE: Entre acquis socioprofessionnels et volonté de vivre de son art

Vivre de son art demeure le vœu le plus exprimé par la majorité des artistes, à l'occasion de leur journée nationale célébrée le 8 juin de chaque année, en dépit de certains acquis socio-professionnels comme l'institution de la carte professionnelle d'artiste et le droit à la sécurité sociale et celui à la retraite.

Le président du Conseil national consultatif des arts et des lettres (CNAL), Abdelaker Bendameche, estime que la création de cette instance consultative, mise sous tutelle du ministère de la Culture, constitue en soi une "affirmation" de la reconnaissance du métier de l'artiste à part entière.

Pour M. Bendameche, il est indéniable que l'artiste algérien jouit aujourd'hui de nombreux avantages socio-professionnels, tel que le droit à la sécurité sociale. C'est dans ce sens qu'il a considéré que ce droit, institué par un décret promulgué en 2014, traduit la volonté affirmée de l'Etat à accompagner les artistes et améliorer leur situation sociale.

Pour cet interprète du chant chaabi, la nomenclature des métiers d'art fixée par décret, compte également parmi les acquis à mettre à l'actif des artistes pour qui le "métier de créateur" est

désormais reconnu.

Il a fait savoir, dans le même ordre d'idées, qu'un décret exécutif, en cours de finalisation, sur la relation de travail sera promulgué prochainement.

Ce décret constitue, estime-t-il, une "base juridique" pour la relation de travail des artistes, jusque-là non fixée par un texte de loi, et vise à lutter contre les "pratiques abusives" des employeurs.

Par ailleurs et selon le président du Cnal, l'opération d'attribution des cartes d'artistes a bien avancé.

Ainsi cette instance consultative a reçu, depuis 2015, 12.465 dossiers de demande de cartes d'artiste.

Quelques 9.842 postulants ont effectivement reçu leurs cartes validant leur qualité d'artiste.

Créé en 2011 par décret exécutif, le Cnal est composé de treize membres dont des personnalités du monde des arts et des lettres.

### Appel à sortir de la précarité

En dépit de la note optimiste qui se dégage du bilan d'activité dressé par le Président du Cnal, de nombreux artistes algériens s'accordent à dire que la situation de l'artiste demeure "précaire" malgré ½ ces quelques acquis socio-

professionnels.

C'est ce qui ressort des propos de Bouchaoui M'hamed, musicien membre de l'Orchestre régional d'Alger, qui estime que "tout reste à faire" tant que le statut de l'artiste n'existe toujours pas.

Tout en reconnaissant que le musicien professionnel perçoit une rétribution "conséquente", ce violoniste admet que la situation financière est "difficile" pour les musiciens amateurs, qui sont rarement sollicités.

Pour le réalisateur Yahia Mouzahem, par contre, le climat n'est "pas favorable" à la création malgré la concrétisation de certains acquis notamment l'institution de la carte d'artiste.

Relevant un manque de débats et de réflexion autour de l'art, ce producteur et auteur de plusieurs courts métrages dont "Cheikh Mebrouk" (1998), "Oranges" (2003), la "Cité des vieux" (2009), appelle les professionnels du cinéma à s'unir en association pour mieux défendre leurs intérêts. Il estime que la création est encouragée à travers le Prix Ali Maâchi, une récompense décernée annuellement aux créateurs dans tous les domaines artistiques.

S'ajoutent, a-t-il enchaîné, les aides à la création accordées aux jeunes cinéastes par le





**République Algérienne Démocratique et Populaire**  
**Ministère de la Communication**

**Prix du Président de la République,  
du Journaliste Professionnel**  
*Quatrième édition, 2018*

**« Vivre ensemble en paix »**

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa quatrième édition, comptant pour l'année 2018, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2018.

Ce prix annoncé par son Excellence Monsieur le Président de la République à l'occasion de la journée mondiale de la presse le 03 mai 2015, a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

**Objectifs:**

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes.
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

**Catégories du prix :**

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

**Conditions de participation :**

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif ;
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse ;
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2017 - 2018.

**Thème du concours: « Vivre ensemble en paix ».**

**Modalités d'attribution du prix :**

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1<sup>er</sup> lauréat.
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2<sup>e</sup> lauréat.
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3<sup>e</sup> lauréat.

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

**Dossier de candidature :**

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

**a) Pièces administratives :**

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

**b) Œuvre objet de participation :**

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

**c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :**

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

**Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi.
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication.

**La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 15 septembre 2018.**

**Formulaire de candidature :**

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

## CAN-2018 DAMES (QUALIFICATIONS) 2E ET DERNIER TOUR - ALLER : l'Algérie bat l'Éthiopie (3-1)

La sélection algérienne féminine de football s'est imposée mercredi soir au stade 5-Juillet d'Alger face à son homologue éthiopienne 3 à 1 (mi-temps : 2-1) en match aller du 2e et dernier tour des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Ghana.

L'équipe visiteuse a ouvert le score par l'entremise du capitaine Erehima Biza (15e), avant que les Algériennes ne remettent les pendules à l'heure quatre minutes plus tard grâce à Ramdani Madina (19e). Les joueuses de l'entraîneur Azzedine Chih ont pris l'avantage à la 32e minute par l'intermédiaire de Assia Sidhoum (32e). En seconde période, les Algériennes ont corsé l'addition à la 67e minute grâce au capitaine Sekouane Fatima.

La seconde manche décisive se jouera dimanche prochain à Addis-Abeba (16h00 locales/14h00 algériennes). La 13e édition de la CAN se jouera du 17 novembre au 1er décembre prochains au Ghana.

## Petite option pour les Vertes

La sélection algérienne féminine de football a pris une petite option pour la qualification à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Ghana, en battant mercredi soir au stade 5-Juillet d'Alger son homologue éthiopienne (3-1), en match aller du 2e et dernier tour qualificatif.

Après la traditionnelle période d'observation, les Éthiopiennes ont ouvert le score par l'entremise du capitaine Erehima Biza (15e).

La réaction algérienne n'a pas tardé à survenir, puisque dans la foulée (19e) Ramdani Madina est parvenue à égaliser d'une reprise de la tête.

Une égalisation qui a complètement libéré les joueuses de l'entraîneur Azzedine Chih, qui ont exercé un pressing haut qui leur a permis de prendre l'avantage grâce à Assia Sidhoum (32e), concluant une contre-attaque algérienne bien menée.

L'avant-centre de l'Algérie Bouhani Benziana Naima a marqué un but à la 35e minute, mais refusé par l'arbitre pour une position d'hors-jeu peu évidente.

En seconde période, les Algériennes, conscientes que le score de 2 à 1 était loin d'être rassurant en vue de la seconde manche d'Addis-Abeba, sont revenues avec des intentions plus offensives.

Après deux actions dangereuses, l'équipe nationale a réussi à corser l'addition à la 64e grâce au capitaine Sekouane Fatima, à la suite d'un coup de pied arrêté.

Complètement déchainées, les coéquipières de l'entraineur Merrouche Imene auraient pu donner plus d'ampleur à leur victoire, n'était le manque de concentration et de lucidité au niveau du compartiment offensif.

Les Algériennes seront appelées à rester vigilantes en vue de la seconde manche décisive prévue dimanche prochain à Addis-Abeba (16h00 locales/14h00 algériennes), un rendez-vous qui sera certainement difficile, au moment où les Éthiopiennes tenteront de renverser la vapeur chez elles et devant leur public.

Les deux sélections se sont déjà rencontrées deux années plus tôt dans le cadre du 1er tour des éliminatoires de la CAN-2016 disputée au Cameroun.

En match aller disputé au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine), les Algériennes l'avaient emporté sur le score de 1 à 0, avant de tenir en échec les Éthiopiennes à Addis-Abeba (1-1). L'équipe nationale a, par la suite, été sortie au dernier tour par le Kenya à la faveur du but marqué à l'extérieur (aller : 2-2, retour : 1-1). La 13e édition de la CAN se jouera du 17 novembre au 1er décembre prochains au Ghana.

APS

## AMICAL : EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL : Victoire du Portugal devant l'Algérie (3-0)

La sélection algérienne de football s'est inclinée devant son homologue portugaise sur le score de 3-0 (mi-temps 2-0) en match amical disputé jeudi soir au stade de Luz à Lisbonne.



Les buts de la rencontre ont été inscrits par Gonçalo Guedes (17' et 55') et Bruno Fernandes (37'). Cette rencontre servait aux Portugais, champions d'Europe en ti-

tre, de préparation au Mondial-2018 en Russie (14 juin - 15 juillet), alors que l'Algérie doit reprendre les qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-

2019 au Cameroun, en affrontant en septembre prochain à Banjul, la Gambie, dans le cadre de la 2e journée (Gr. D) des qualifications. Au Mondial russe, les

camarades de Cristiano Ronaldo sont logés dans le groupe B, en compagnie de l'Espagne (15 juin), du Maroc (20 juin) et de l'Iran (25 juin).

## Corrigés à Lisbonne, les Verts s'enfoncent dans la crise

Alors que toute le monde s'attendait à un sursaut d'orgueil pour l'honneur, l'équipe nationale de football a encore une fois déçu en s'inclinant lourdement jeudi soir à Lisbonne face au Portugal (3-0), s'enfonçant un peu plus dans la crise, alors que le départ du sélectionneur national Rabah Madjer est plus que jamais évoqué.

Moins d'une semaine après la surprenante défaite concédée au stade du 5-juillet d'Alger face au Cap Vert (2-3), les Verts n'ont pas réagi face au Portugal, mené par son capitaine Cristiano Ronaldo, qui effectuait son retour à la compétition après quelques jours de congé en famille.

Sans âme, l'équipe nationale n'a pas pesé lourd face aux Portugais qui auraient pu gagner avec un score plus large. La sélection nationale a péché sur le plan défensif, commettant des erreurs qui ont permis aux attaquants portugais de se balader et surtout de rassurer, à une semaine de leur entrée en lice au Mondial russe face à l'Espagne vendredi 15 juin au stade de Sotchi. ½ Nous n'avons pas à rougir de cette défaite face au Portugal, champion d'Europe. Les joueurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes. C'était un test bénéfique pour nous face à un adversaire qui prépare le Mondial.

Au risque de me répéter, c'est un match amical, nous sommes en pleine période de construction.

Le plus important pour moi reste le match officiel de septembre prochain face à la Gambie (qualifications de la CAN-2019, ndlr), mais je vois que le toute monde juge cette équipe à travers les matchs amicaux alors que c'est illogique », a affirmé Madjer lors du point de presse animé à l'issue de la partie. C'était dans l'air.

Le revers concédé face à la formation lusitanienne qui prépare la Coupe du monde 2018 en Russie (14 juin à 15 juillet) est venue confirmer tout le malaise que vit cette équipe nationale, bien avant l'arrivée de Rabah Madjer, dont le bilan est loin de plaider en sa faveur.

### Quatre défaites de rang, Madjer dans de beaux draps

Ce test grande nature face au Portugal est venu conclure la période préparatoire, précédant le match face à la Gambie à Banjul, prévu au début de septembre prochain, dans le cadre de la 2e journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 au Cameroun.

En huit matchs dirigés depuis sa désignation le 18 octobre 2017 en rem-

placement de l'Espagnol Lucas Alcaraz, dont deux avec l'équipe A', composée de joueurs locaux, Madjer détient un triste bilan de quatre victoires, dont une acquise sur tapis vert face au Nigeria en clôture des qualifications du Mondial (1-1, puis 3-0), et quatre défaites.

Arrivé avec pour objectif de redonner confiance à une équipe qui restait une élimination sans gloire de la course pour la Coupe du monde 2018, Madjer a finalement échoué dans sa mission, estiment unanimement les observateurs, alors que son avenir est incertain.

Déchargé de sa mission avec l'équipe locale en mai dernier, l'ancien capitaine de l'équipe nationale à la CAN-1990 se trouve désormais en mauvaise position, même s'il persiste et signe qu'il refusait de démissionner de son poste.

Pas plus tard que mercredi, le président de la fédération algérienne (FAF) Kheirreddine Zetchi est sorti de sa réserve pour indiquer que l'avenir de Madjer sera tranché le 24 juin à l'occasion de la réunion du Bureau fédéral, à moins que son sort ne soit scellé bien avant cette date au vu de la contestation populaire de plus en plus importante.

## AMICAL : L'équipe nationale U-21 s'incline face à l'Égypte (1-0)

L'équipe nationale de football des moins de 21 ans (U-21) s'est inclinée face à son homologue égyptienne (0-1), en match amical préparatoire disputé mercredi soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en vue des prochaines échéances.

Devant des gradins pratiquement vides, l'Égypte a inscrit l'unique but de la partie à la 29e minute de jeu grâce à Salah Mohcen, concluant un joli travail collectif. Il s'agit de la deuxième défaite de rang concédée par les Verts face au même

adversaire, après celle de dimanche dernier au stade du 5-juillet d'Alger (2-1).

En février dernier, l'équipe des U-21 qui prépare les qualifications des Jeux Olympiques JO-2020 à Tokyo, s'était inclinée au stade du 5-juillet face à la

Palestine (0-1). La sélection des U-21 devait prendre part au tournoi football des prochains Jeux méditerranéens de Tarragone (22 juin - 1er juillet) avant d'être remplacée par l'équipe des U-20 renforcée par des éléments des U-18.

## LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL/ MC ALGER : Reprise des entraînements vendredi à Ain-Benian, Morseli 4<sup>e</sup> recrue estivale

Le MC Alger (Ligue 1 Mobilis de football) reprend vendredi les entraînements à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Benian en vue de la reprise de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, le 17 juillet prochain en déplacement face au TP Mazembe (RD Congo).

La rentrée des classes du côté du Doyen sera marquée par l'arrivée de quatre nouvelles recrues, il s'agit du milieu de terrain Zakaria Haddouche (ex-ES Sétif), le défenseur Islam Arous (ex-Paradou AC), l'attaquant Mansour Benothmane (ex-Club Africain/ Tunisie), et le gardien de but Abdelkader Morseli (ex-Olympique Médéa), ce dernier a signé jeudi un contrat de deux saisons avec le MCA.

De son côté, l'entraîneur français du Mouloudia Bernard Casoni est attendu vendredi à Alger, lui qui a accepté de prolonger son aventure avec le club algérois.

Le club algérois a procédé également au prolongement de contrats des cadres tels que Abderrahmane Hachoud, le gardien de but Farid Chaâl, Ayoub Azzi, ou encore Walid Derrardja.

Le MCA a échoué à arracher une place qualificative à une compétition continentale pour 2019. Le club reste néanmoins engagé en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique 2018, où il occupe la 2<sup>e</sup> place de son groupe avec 4 points, à deux longueurs du leader le TP Mazembe (RD Congo).

Le MCA prendra part également à la Coupe arabe des clubs, en compagnie de l'ES Sétif et de l'USM Alger, où il rencontrera au premier tour, à élimination directe, le club bahreïni d'El Riffa SC (aller : 8, 9, 10, 11, 12 août / retour : 27, 28, 29 septembre).

## LIGUE 2 "MOBILIS" : L'ES Mostaganem commence enfin à voir le bout du tunnel

L'ES Mostaganem, nouveau promu en Ligue 2 "Mobilis" commence à voir le bout du tunnel après l'intervention des autorités locales qui ont réussi à mobiliser quelques opérateurs économiques de la ville pour venir en aide à un club en pleine crise financière.

La cérémonie qui vient d'être organisée en l'honneur des joueurs de l'ESM pour les récompenser de leur accession dans le deuxième palier après plusieurs années de galère dans les divisions inférieures, fut l'occasion pour la direction de ce club de l'Ouest du pays de renflouer ses caisses par près de 25 millions de dinars.

Cette rentrée d'argent en guise de primes d'accession offertes par quelques opérateurs économiques de la ville est tombée à point nommé pour débloquer une situation des plus compliquées dans laquelle s'est retrouvée la direction de l'ESM depuis la fin de saison et qui avait poussé le président, Charef Benchenni, à brandir la menace de la démission.

Evidemment, Benchenni a lancé un "ouf" de soulagement en constatant enfin cette mobilisation autour du club, qui lui permet d'entamer les préparatifs de la nouvelle saison et surtout rattraper le retard accusé en la matière. Et comme les bonnes nouvelles n'arrivent jamais seules, les responsables des opérateurs économiques présents dans la cérémonie se sont engagés pour signer des contrats de sponsoring avec la direction de l'Espérance en prévision de la saison à venir.

Cette opération, si elle venait d'être concrétisée, va constituer une source de financement très importante pour un club qui a fonctionné tout au long de la saison passée grâce aux contributions personnelles de son président.

Par ailleurs, l'avenir de la barre technique de l'ESM n'est toujours pas tranché, puisque la direction du club hésite encore à renouveler le contrat de l'entraîneur en chef, Mokhtar Assas, malgré le parcours de premier ordre de l'équipe au cours du défunt exercice comme l'atteste sa domination copieuse sur le groupe "Ouest" du championnat de division amateur, parvenant à valider son billet pour la Ligue 2 "Mobilis" avant même plusieurs journées de la clôture des débats.

APS

## LIGUE 1 / JS SAOURA : Le stage estival en Tunisie ou en Turquie (club)

La JS Saoura, vice-championne d'Algérie, effectuera son stage estival en Tunisie ou en Turquie, a-t-on appris jeudi de la direction de ce club de Ligue 1 Mobilis.

Selon le programme de préparation établi par l'entraîneur Nabil Neghiz et son staff technique, les préparatifs en prévision de la prochaine saison footballistique 2018-2019 débiteront le 28 juin et s'étaleront sur trois phases, ajoute-t-on de même source.

La première phase aura lieu à Béchar où l'équipe s'entraînera pendant deux semaines avant de se rendre à Alger pour effectuer un premier stage estival qui sera suivi d'un autre à l'étranger, soit en Tunisie ou en Turquie, détaille-t-on encore de même source. En attendant, la direction de la formation du Sud-Ouest du pays s'active pour engager de nouveaux joueurs capables de donner le "plus" escompté à cette formation qui continue de défrayer la chronique en décrochant la deuxième place en championnat pour la deuxième fois en trois ans.

A ce propos, la JSS vient de récupérer son attaquant prêté la saison passée au GC Mascara, relégué



en division amateur, en l'occurrence Abdelaziz Hamri. Il s'agit de la deuxième recrue estivale des "Canaris" après le gardien de but Abderraouf Nateche, le désormais ex-capitaine du MC Oran (Ligue 1).

Le club, qui disputera la saison prochaine la Ligue des champions africaine, attend dans les prochains jours l'arrivée d'un défenseur central étranger, après s'être rendu compte de l'impossibilité de récu-

pérer son ex-défenseur camerounais Jeans-Jules Bapidi, en raison des règlements en vigueur qui n'autorisent pas les joueurs étrangers dont l'âge dépasse les 27 ans à évoluer dans le championnat algérien.

En revanche, la direction du club, en concertation avec l'entraîneur Neghiz, va se passer des services de six joueurs de l'effectif du défunt exercice, annonce la même source.

## LIGUE 1 / MC ORAN : Interminables changements en quête d'un premier titre de champion depuis 1993

Pour sa cinquième saison à la tête du MC Oran, le président Ahmed Belhadj, dit "Baba", est resté fidèle à sa ligne de conduite consistant à effacer tout ou presque et recommencer.

En prévision de la saison footballistique 2018-2019, de nombreux changements marqueront l'équipe évoluant en Ligue 1 de football Mobilis, en quête d'un premier titre national après plus de deux décennies de disette.

Ces changements ont été déjà annoncés par Belhadj dès la fin de l'exercice écoulé qui a vu les "Hamraoua" terminer à la quatrième place en championnat, après avoir redonné espoir à leurs fans en cours de compé-

titution de renouer avec un trophée de champion qui les fuit depuis 1993.

Cet échec a donné matière à réfléchir à Belhadj, qui, jusque-là, a tout tenté pour renouer avec les titres, en vain, étant donné que les changements à répétition opérés sur son effectif lors de chaque intersaison n'ont pas donné les fruits escomptés.

En vue de la saison à venir, le patron oranais est en train de ratisser large.

En plus d'avoir engagé un entraîneur de renom, en la personne de l'ancien sélectionneur du Maroc, Badou Zaki, dont le premier passage dans le championnat algérien avec le CR Belouizdad a été ponctué par un tro-

phée de Coupe d'Algérie à l'issue de la saison 2016-2017, Belhadj a tout conclu ou presque avec une dizaine de joueurs qui viendront défendre les couleurs du club phare de la capitale de l'Ouest du pays.

Il s'agit des deux gardiens de but Asselah (JS Kabylie) et Maâzouzi (USM El-Harrach), des défenseurs Kennache (JSM Skikda), Boudébouda (MC Alger) et Khoualed (Ohod, Arabie Saoudite), des milieux de terrain Ait Ouameur (ES Sétif), Bouazza (Al-Wihda, Arabie Saoudite) et Yettou (JS Kabylie) ainsi que de l'attaquant Benayad (ES Sétif).

Les contacts se poursuivent encore avec d'au-

tres joueurs, si l'on se réfère à l'entourage du président Belhadj qui a engagé une course contre la montre pour présenter toutes ses nouvelles recrues dans une cérémonie officielle le 11 juin, une date coïncidant avec la veillee du 27<sup>e</sup> jour du Ramadan.

Même si les spécialistes s'accordent à dire que la stabilité est un gage de réussite pour tout club, au MCO, l'on table chaque été sur des changements sensibles aussi bien en matière d'effectif que de staff technique, dans l'espoir de forcer le destin et permettre à Oran de renouer enfin avec un titre. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ? s'interrogent les fans "hamraoua".

## LIGUE 1 MOBILIS : Le Tunisien Saad El Dridi, nouvel entraîneur du CA Bordj Bou Arréridj

L'entraîneur tunisien Saad El Dridi a trouvé un accord avec le nouveau promu de la Ligue 1 Mobilis, le CA Bordj Bou Arréridj, pour diriger la barre technique de l'équipe, a-t-on appris de la direction du club.

La même source a indiqué que les membres de conseil administratif du CABBA ont décidé à l'unanimité de désigner le technicien tunisien Saad El Dridi pour entraîner l'équipe, a indiqué la même source, affirmant que le choix de

cet entraîneur, parmi tant d'autres, a été effectué en fonction de ses qualités, son palmarès et les bons résultats avec la plupart des équipes qu'il avait entraînées.

L'objectif fixé en commun accord avec le nouvel entraîneur, qui entamera sa mission après le mois de ramadan, est "la construction d'une équipe compétitive qui pourra assurer le maintien en Ligue 1", a ajouté la même source.

El Dridi a accepté de travailler avec un personnel technique com-

posé des anciens du club, à l'instar de Zouheir Khadara comme entraîneur adjoint et Marouane Kial en tant qu'entraîneur des gardiens, a fait savoir la même source.

Il est à signaler que le coach Saad El Dridi (42 ans) est un entraîneur de la nouvelle génération et avait dirigé des clubs tunisiens, notamment le Stade tunisien, le Club athlétique bizertin et le CS Sfaxien, avec lesquels il avait réalisé de bons résultats.

## DOUGLAS COSTA TRANSFÉRÉ

Prêté par le Bayern Munich à la Juventus cette saison, Douglas Costa a été officiellement transféré, a annoncé le club turinois jeudi. La Vieille Dame a levé l'option d'achat de 40 millions d'euros pour l'ailier brésilien de 27 ans, retenu avec la Selecao pour le Mondial russe et auteur de 6 buts en 47 matches toutes compétitions confondues avec la formation transalpine.



## DEUXIÈME CHANCE POUR RENATO SANCHES ?

Renato Sanches aura une nouvelle opportunité au Bayern Munich cette saison, après une année en prêt du côté de Swansea.

Renato Sanches devrait faire son retour au Bayern Munich cet été. C'est ce qu'affirme le média allemand Kicker. Révélé lors de l'Euro 2016, le portugais avait été prêté par le club allemand à Swansea. Sanches ne devrait donc pas retourner au Benfica Lisbonne, malgré d'insistants appels du pied de la part de l'équipe lisboète. Les deux formations n'ont pas trouvé de terrain d'entente sur le dossier.

## Cavani décidé à quitter le PSG ?

Une nouvelle réunion se serait tenue ce jeudi entre les représentants de l'attaquant parisien et les dirigeants de l'Atlético Madrid.

Sous contrat jusqu'en 2020, Edinson Cavani semble se faire à l'idée de quitter le PSG. L'attaquant parisien prépare en tout cas le terrain. Sitôt la saison du club parisien terminée et avant de mettre le cap vers l'Uruguay pour préparer la Coupe du monde en Russie, l'ancien Napolitain avait en effet fait le déplacement jusqu'à Madrid pour rencontrer les dirigeants de l'Atlético Madrid le temps d'un dîner dans la capitale espagnole.

L'occasion de jauger des intentions des deux parties, a en croire El Mundo Deportivo, qui avait révélé l'information en début de semaine, cette prise de contact avait d'ailleurs été «très positive», le buteur uruguayen se disant prêt à diminuer son salaire pour rejoindre les Colchoneros. «L'opération est en bonne voie», pouvait-on lire, le quotidien catalan ajoutant «L'Atlético veut Cavani et Cavani veut jouer à Atlético.»

Et la chaîne italienne Premium Sport en remet une couche en affirmant qu'une nouvelle rencontre a eu lieu ce jeudi entre les représentants de l'attaquant parisien, son demi-frère et agent Walter Guglielmoni en tête, et les dirigeants madrilènes. Réunion une nouvelle fois positive.

L'arrivée d'El Matador chez les Colchoneros paraît pourtant loin d'être acquise. En premier lieu parce qu'elle semble suspendue à la décision d'Antoine Griezmann de quitter ou non l'Atlético, même si les deux hommes rêveraient de jouer l'un avec l'autre. Surtout, si Antero Henrique a un temps envisagé de se séparer du meilleur buteur de l'histoire du club, les sanctions de l'UEFA qui menacent le club de la capitale devraient inciter les dirigeants parisiens à conserver coûte que coûte leur attaquant vedette. Le Parisien assurait cette semaine qu'à l'instar de ses comparses Neymar et Kylian Mbappé, Edinson Cavani était l'un des rares joueurs de l'effectif parisien jugés intransférables. De quoi forcément compliquer la tâche de l'Atlético...

## LEICESTER : JONNY EVANS RECRUTÉ

Auteur de bonnes performances malgré la relégation de West Bromwich Albion en Championship, le défenseur central Jonny Evans (30 ans, 28 matches et 2 buts en Premier League cette saison) a été recruté ce vendredi par Leicester. Signé pour trois ans, l'international nord-irlandais a seulement coûté 3,9 millions d'euros, soit le montant de sa clause libératoire en cas de descente, aux Foxes.



## ÖZIL LÉGÈREMENT TOUCHÉ

Le milieu offensif d'Arsenal et de l'Allemagne Mesut Özil souffre d'un genou et sera ménagé vendredi pour le dernier match de préparation de la Mannschaft contre l'Arabie saoudite à Leverkusen. Özil a été touché lors du match amical samedi contre l'Autriche à Klagenfurt (défaite 1-2) et n'a pas pris part à l'intégralité de l'entraînement ces derniers jours lors du stage de l'équipe dans le Tyrol italien. L'Allemagne, qui joue dans le groupe F, débute le tournoi le 17 juin contre le Mexique, avant d'affronter la Suède et la Corée du Sud.

## Agüero lâche un indice sur son avenir

Alors que Antoine Griezmann pourrait rejoindre le FC Barcelone, Sergio Agüero est annoncé à l'Atlético Madrid. Mais, l'attaquant argentin a assuré être heureux avec Manchester City. Cet été, l'Atlético Madrid va vivre un mercato mouvementé. Après les adieux de Fernando Torres, l'enfant prodige qui était revenu après un passage en Angleterre puis en Italie, Antoine Griezmann est annoncé avec insistance du côté du FC Barcelone. Aussi Kevin Gameiro, en manque de temps de jeu, pourrait

faire son retour en Ligue 1. Ainsi si les Rojiblancos s'affaiblissent en attaque, ils vont nécessairement recruter à ce poste aussi.

Et Sergio Agüero, ancien de la maison évoluant aujourd'hui à Manchester City, pourrait bien revenir au bercail. L'entraîneur Diego Simeone serait enchanté de l'associer à Diego Costa en pointe de son équipe. Interrogé par El Chiringuito, l'attaquant argentin s'est dit heureux d'être la cible de plusieurs écuries. «En ce moment, on parle de moi à l'Atlético Madrid, on parle aussi de moi au Real Madrid et autres. C'est bien que ces équipes s'intéressent à moi», a-t-il déclaré.

Edité par la SARL  
**DK NEWS**

Directeur général  
**Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction  
**Abdelmadjid TAREB**

**RÉDACTION ADMINISTRATION**  
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»  
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

**PUBLICITE :** S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00  
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSIION :** S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

Vendredi 8- Samedi 9 juin 2018 / 23-24 Ramadhan 1439 - N° 1934 - 5<sup>e</sup> année

## 3<sup>E</sup> ÉDITION DU CONCOURS RELIGIEUX ET HISTORIQUE À ALGER : 100 élèves récitants du Coran, du Hadith et de l'histoire de la Révolution distingués

Quelque 100 élèves d'écoles coraniques lauréats de la 3<sup>e</sup> édition du concours de récitation du Coran, du hadith et de l'histoire de la Révolution, initié par la Direction des Affaires religieuses et des Wakfs, ont été distingués jeudi à Alger.

Le Directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger, Zouheir Boudraa a indiqué, dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie organisée au niveau de Dar El Imam à El Mohammédia (Alger), que la cérémonie a pour objectif d'encourager les élèves lauréats de la 3<sup>e</sup> édition du concours de récitation du Coran, du hadith et de l'histoire de la Révolution qui a débuté avec le mois sacré du ramadhan.

Il a affirmé que le concours a suscité un "grand engouement" chez les élèves, dénotant de l'intérêt accordé aux volets éducatif et religieux, qui préservent des différents fléaux sociaux, grâce notamment aux enseignements reçus dans les écoles coraniques relevant des mosquées de la wilaya.

Le concours est organisé à la veille du lancement de l'école coranique d'été qui connaît, chaque année, un grand engouement chez les enfants, les jeunes et même les adultes qui s'y inscrivent pour apprendre les règles de récitation et de psalmodie du Coran.

Pour sa part, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh qui supervisait la distribution des prix aux élèves lauréats, a mis l'accent sur l'importance du rôle que joue les ensei-



gnants bénévoles dans les écoles coraniques, en vue de contribuer à éduquer une génération fière de sa religion et de son histoire, saluant dans ce sens le contenu du concours qui n'a pas omis l'histoire révolutionnaire du pays et qui coïncide avec l'approche de la célébration du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse.

La cérémonie de distinction des lauréats dont l'âge ne dépasse pas 12 ans et dont la majorité ont été accompagnés par leurs parents et enseignants s'est déroulée, dans la spiritualité, à la salle des conférences de Dar El Imam. La lauréate

Norane Badis, 7 ans, lauréate, a déclaré à l'APS qu'elle est récitant de 20 hizbs du saint coran grâce au soutien de ses parents et son enseignante à la mosquée Salmane El Farisi (Bab Ezzouar), exprimant le souhait de terminer la récitation du Coran et de devenir à l'avenir une enseignante de coran à la mosquée d'Alger.

La capitale compte près de 40 écoles coraniques dont 10 internats et plus de 800 classes coraniques qui accueillent 33.5000 élèves en cycle préparatoire, 10.000 en cycle moyen et 10.000 en cycle secondaire, pour des cours de soutien.

## PERSONNALITÉS Décès de l'ancien ministre Khalil Mahi

L'ancien ministre des Relations avec le Parlement et cadre du parti du Front de libération nationale (FLN), Khalil Mahi, est décédé jeudi matin des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du parti du FLN.



Le défunt a occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de président de la commission des finances à l'Assemblée populaire nationale (APN) et celui de Mouhafedh du parti du FLN dans la wilaya d'Oran.

Le défunt sera inhumé cet après-midi au cimetière d'Ain El Beida à Oran.

## RAMADHAN - ACCIDENTS DE LA ROUTES Wilaya d'Alger: des patrouilles pédestres et mobiles mobilisés jusqu'au deuxième jour de l'Aïd El Fitr

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au cours des dix derniers jours du Ramadhan, au renforcement du dispositif sécuritaire, en mobilisant des patrouilles pédestres et mobiles jusqu'au deuxième jour de l'Aïd El Fitr, a indiqué mercredi à Alger le Commissaire principal, Mohamed Filali.

17 patrouilles pédestres et 17 autres en motos ont été mobilisées sur le terrain, dans les places publiques, centres commerciaux, centres postaux et banques durant les dix derniers jours du Ramadhan et ce dans le cadre du renforcement du dispositif sécuritaire mis en place par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) pour la wilaya d'Alger, constitué de 7.000 policiers de différents grades, a précisé le chef de service de la sûreté publique d'Alger, le commissaire principal Mohamed Filali, en marge d'un iftar organisé au niveau du barrage de la route express El Harrach-Ben Aknoun. Il a indiqué que ces patrouilles avaient été réparties en deux grands axes de la capitale qui, à la veille de l'Aïd El Fitr, connaissent un important mouvement commercial et une grande affluence des familles, et ce jusqu'au deuxième jour de l'Aïd.

Par ailleurs, la DGSN a dressé, pour la troisième année consécutive, des tentes d'iftar collectif quotidien au niveau des barrages, à savoir la route express Blida-Alger, l'auto-route sud (citée les Bananiers) et la route express El Harrach-Ben Aknoun, en vue de limiter les accidents de la route qui ne cessent d'augmenter notamment pendant les heures de l'iftar. Il a souligné par ailleurs que les tables d'iftar collectif "ne vise pas uniquement à réduire les accidents de la route, mais à inciter les citoyens à partager ce repas avec les policiers en service, au niveau des barrages sécuritaires, exprimant ainsi leur présence aux côtés des citoyens, en toute circonstance. Qualifiant "d'encourageants" les résultats de cette initiative de proximité, le même responsable a précisé que durant les 20 premiers jours de Ramadhan 2017, "65 accidents de la route ont été enregistrés ayant fait 74 blessés", tandis que la même période de ce mois de Ramadhan a enregistré 36 accidents de la route, ayant fait 47 blessés, soit une baisse de 50 %". Concernant le dispositif sécuritaire mobilisé pour le mois de Ramadhan 2018 (7.000 policiers) déployé à travers la capitale, M. Filali a indiqué que ce mois était plus calme que les précédents mois de Ramadhan", ajoutant que le nombre des agressions et des crimes avait reculé, les interventions des agents de sécurité ayant concerné des bagarres et la régulation du trafic routier".

Dans une ambiance conviviale, des citoyens s'arrêtent devant les barrages et répondent courtoisement à l'invitation des policiers pour partager un repas chaud dont des jeunes et des adultes venus des différentes wilayas du pays ainsi que des Algérois ayant préféré s'arrêter pour participer à ce repas qui n'est pas différent de celui de la maison.

## LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE Plus de 5 tonnes de denrées alimentaires et 17 kg de kif traité saisis au Sud du pays (MDN)

Une quantité de 5,25 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande a été saisie mercredi, à In Guezzam, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), alors que 17 kg de kif traité ont été récupérés à Bechar, indique le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a saisi, le 6 juin 2018 à In Guezzam (6<sup>e</sup> Région militaire), (5,25) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Béchar (3<sup>e</sup> RM), deux (2) narcotrafiquants à bord d'un véhicule touristique, en possession de (17) kilogrammes de kif traité", précise la même source.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP et des Garde-frontières "ont intercepté, à Ghardaïa et Tlemcen, (58) immigrants clandestins de différentes nationalités", rapporte le communiqué.

## RAMADHAN - MOSQUÉES - SOLIDARITÉ Vers la distribution de 3.000 tenues aux familles démunies à l'occasion de l'Aïd El Fitr à travers les mosquées d'Alger

Les différentes mosquées d'Alger s'apprentent à distribuer 3.000 tenues au profit des enfants des familles démunies, à l'occasion de l'Aïd El fitr, a-t-on appris du Directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger, Boudraa El-Zouhir. En marge d'une cérémonie de distinction des élèves lauréats de la 3<sup>e</sup> édition du concours de récitation du Coran, du hadith et de l'histoire de la Révolution, organisé par la Direction, M. Boudraa a annoncé à l'APS, "la préparation en cours de l'opération de distribution de 3.000 tenues de fête, au profit des enfants des familles démunies, prévoyant que "la quantité attendue dépasse le nombre indiqué, grâce aux dons des bienfaiteurs". "Les dons des bienfaiteurs ont permis, durant le mois sacré, l'ouverture de 10 restaurants de la Rahma à travers plusieurs mosquées", faisant savoir que "le nombre des repas distribués à cet effet s'élève à 30.000 repas".



Par ailleurs, dans le cadre des actions de solidarité, les mosquées d'Alger ont distribué 6.000 couffins au profit des familles nécessiteuses.